

**Direction des bibliothèques**

**AVIS**

Ce document a été numérisé par la Division de la gestion des documents et des archives de l'Université de Montréal.

L'auteur a autorisé l'Université de Montréal à reproduire et diffuser, en totalité ou en partie, par quelque moyen que ce soit et sur quelque support que ce soit, et exclusivement à des fins non lucratives d'enseignement et de recherche, des copies de ce mémoire ou de cette thèse.

L'auteur et les coauteurs le cas échéant conservent la propriété du droit d'auteur et des droits moraux qui protègent ce document. Ni la thèse ou le mémoire, ni des extraits substantiels de ce document, ne doivent être imprimés ou autrement reproduits sans l'autorisation de l'auteur.

Afin de se conformer à la Loi canadienne sur la protection des renseignements personnels, quelques formulaires secondaires, coordonnées ou signatures intégrées au texte ont pu être enlevés de ce document. Bien que cela ait pu affecter la pagination, il n'y a aucun contenu manquant.

**NOTICE**

This document was digitized by the Records Management & Archives Division of Université de Montréal.

The author of this thesis or dissertation has granted a nonexclusive license allowing Université de Montréal to reproduce and publish the document, in part or in whole, and in any format, solely for noncommercial educational and research purposes.

The author and co-authors if applicable retain copyright ownership and moral rights in this document. Neither the whole thesis or dissertation, nor substantial extracts from it, may be printed or otherwise reproduced without the author's permission.

In compliance with the Canadian Privacy Act some supporting forms, contact information or signatures may have been removed from the document. While this may affect the document page count, it does not represent any loss of content from the document.

**GÉNOCIDÉ VIA LES ONDES :  
RECONSIDÉRATION DE L'EFFET RADIOPHONIQUE AU RWANDA, 1994**

PAR  
JULIE VINET-THIBAUT

ÉCOLE DE CRIMINOLOGIE  
FACULTÉ DES ARTS ET DES SCIENCES

MÉMOIRE PRÉSENTÉ À LA FACULTÉ DES ÉTUDES SUPÉRIEURES  
EN VUE DE L'OBTENTION DU GRADE DE MAÎTRISE ÈS SCIENCE (M.SC.) EN CRIMINOLOGIE

AVRIL 2009





FACULTÉ DES ÉTUDES SUPÉRIEURES

CE MÉMOIRE INTITULÉ

**GÉNOCIDÉ VIA LES ONDES :  
RECONSIDÉRATION DE L'EFFET RADIOPHONIQUE AU RWANDA, 1994**

PRÉSENTÉ PAR :  
JULIE VINET-THIBAUT

A ÉTÉ ÉVALUÉ PAR UN JURY COMPOSÉ DES PERSONNES SUIVANTES :

JEAN-PIERRE GUAY  
PRÉSIDENT RAPPORTEUR

STÉPHANE LEMAN-LANGLOIS  
DIRECTEUR DE RECHERCHE

DIANNE CASONI  
MEMBRE DU JURY

## RÉSUMÉ

Cette recherche reconsidère le lien présumé entre la diffusion de messages pro-génocide à la radio et la progression du génocide rwandais de 1994. Nous avons voulu mesurer ce lien de sorte à évaluer cette relation causale.

Pour ce faire, le nombre quotidien de morts au niveau de la préfecture et la progression de la nature du contenu radiophonique ont été analysés afin d'évaluer l'effet de la seconde sur le premier. Le premier constat soulevé est qu'il existe une forte variation dans la progression du génocide d'une région du Rwanda à l'autre. Or, comme la diffusion radiophonique est uniforme sur le territoire, une relation causale simple est à rejeter.

Cependant, bien que la progression des deux variables ne concorde pas dans certaines régions, certaines concordances intéressantes apparaissent tout de même dans d'autres, pour un type précis de contenu radiophonique. En effet, si nous ne considérons que les cas où des directives directes sont données à la radio (ce que nous avons appelé « directives tactiques ») nous constatons qu'elles décroissent avec le taux de mortalité pour six des onze préfectures recensées. Pourtant, pour certaines autres préfectures cette concordance est inexistante et nous faisons l'hypothèse que l'influence de facteurs contextuels a annulé l'impact médiatique. Bien sûr, cette recherche est limitée parce qu'elle ne tient compte que du nombre de morts. En tenant compte d'autres éléments constitutifs de génocide qui n'impliquent pas nécessairement le meurtre il est possible qu'un effet médiatique apparaîtrait plus clairement.

Cependant, notre analyse montre tout de même clairement que l'idée reçue voulant que les médias soient à la source de génocides est à revoir. Ceci a des implications profondes aussi bien au chapitre de la compréhension des actions des individus sur le terrain qu'à celui des méthodes d'intervention juridique ou pour les méthodes de réconciliation.

Mots clés : médias – radio – génocide – Rwanda – effet radiophonique

## ABSTRACT

This research reconsiders the impact of the radio on the 1994 genocide in Rwanda. We sought to measure this relationship as to be better able to evaluate propagandist messages as a causal factor in creating a genocide.

To answer this question, data is collected on the number of deaths in the Rwandan genocide of 1994 at a prefecture/day level along with the radio content during the same period. They were further compared to evaluate the impact of the radio content on the progression of the genocide.

Even though the development of both variables does not concur for certain localities, other interesting matches are detectable in some, for a specific type of message. In fact, if we only consider cases where straight directives are given on the radio (which have been labelled “directives tactiques”) we realize that they decrease with the mortality rate for six of the eleven prefectures. However, for other localities this correspondence is nonexistent, which makes for the hypothesis of the invalidating effect of other contextual factors on the radio impact. Certainly, this research is limited for it does not take into account other than the mortality rate. In accounting for other elements constitutive of genocide that do not necessarily imply murder, it is possible that the radio impact becomes more visible.

In the end, this research clearly demonstrates that the idea of the radio being the source of genocide should be revisited. Such an approach influences not simply our study and understanding of conflict behavior, but also our conceptions of when and where we should intervene into such activities in an attempt to stop them as well as where and how we should go about trying to reconcile populations after this behavior has ended.

Keywords: media – radio – genocide – Rwanda – radio impact

## TABLE DES MATIÈRES

PRÉSENTATION DU JURY D'ÉVALUATION	ii
RÉSUMÉ	iii
ABSTRACT	iv
TABLE DES MATIÈRES	v
LISTE DES SIGLES	vii
INTRODUCTION	1
CHAPITRE 1 : LE GÉNOCIDE	6
1. GÉNOCIDE : CONCEPT ET DÉFINITION	7
1.1 Génocide : histoire et origine d'un concept	8
1.2 Définir le génocide, comprendre le meurtre de masse	13
2. RECHERCHES EMPIRIQUES SUR LE GÉNOCIDE	15
2.1 Un exemple de dissociation	17
CHAPITRE 2 : RELATION ENTRE DISCOURS MÉDIATIQUE ET ACTION DE MASSE	19
1. LES MÉDIAS RWANDAIS	
1.1 Kangura et les journaux extrémistes	21
1.2 Radicalisation des médias et création de la RTLM	23
1.3 RTLM avant le génocide	24
1.4 RTLM lors du génocide	26
2. DÉFINIR LA PROPAGANDE DANS UN CONTEXTE CRIMINEL :	30
DES EXIGENCES DU PROCÈS DE NUREMBURG À L'INTERPRÉTATION UNIQUE DU TPJR	
3. L'AUTORITÉ ET LA LOGIQUE DE LA PROPAGANDE	32
3.1 Fonctions des médias de masse pour influencer le génocide	34
4. DU MESSAGE À L'ACTE	37
4.1 Discours médiatique et engagement idéologique	37
4.2 Justification ou distanciation?	38
4.3 La force mobilisatrice du génocide	40
CHAPITRE 3 : PROBLÉMATIQUE ET MÉTHODOLOGIE	42
1. PROBLÉMATIQUE	43
2. MÉTHODOLOGIE	45
2.1 Le génocide : constitution de la variable à expliquer	45
2.2 Contenu radiophonique : constitution des variables indépendantes	46
2.2.1 Catégorisation du contenu	48
2.3 Fiabilité	52
2.4 Validité	53
3. STRATÉGIES D'ANALYSE	54
CHAPITRE 4 : DÉROULEMENT DU GÉNOCIDE ET DES ACTIVITÉS RADIOPHONIQUES	57
1. ÉVOLUTION DU GÉNOCIDE	58
2. LE CONTENU RADIOPHONIQUE	62
3. EFFET DU CONTENU MÉDIATIQUE SUR LA PROGRESSION DU GÉNOCIDE	67
3.1 Incitation et propagande générale	68
3.2 Directives tactiques	68
3.3 Discussion	68
3.3.1 Variation de l'effet radiophonique sur le territoire	69
3.3.2 Préfectures montrant une coïncidence radio-génocide	70
3.3.3 Préfectures ne montrant pas de coïncidence radio-génocide	71

3.3.4 Hypothèse explicatives de concordance inattendue	73
3.4 Le degré de variation interne	74
3.5 L'effet radiophonique : la relation entre deux dynamiques	76
CONCLUSION	79
LIMITES DE LA RECHERCHE	83
IMPLICATIONS DE LA RECHERCHE	86
SOURCES DOCUMENTAIRES	ix
SOURCES EMPIRIQUES	xviii

## LISTE DES SIGLES

**Akazu :** “Petite maison”

Une élite (commerciale, politique et militaire) restreinte de leaders Hutus, provenant majoritairement du nord ouest, entourant le président Habyarimana et sa famille. Elle fût accusée d’avoir conçu, planifié et supervisé le génocide.

**Animasiyo :** Animation

Une cérémonie étatique hebdomadaire, établie dans les années ’70 dans laquelle les paysans étaient obligés de chanter des chansons dédiées au MRND ou au président Habyarimana. Le refus d’y participer entraînait une amende.

**APR:** Armée Patriotique Rwandaise

**CDR :** Coalition pour la Défense de la République

Parti politique extrémiste Hutu qui s’est associée au MRND.

**FAR :** Forces Armées Rwandaises

**FPR :** Front Patriotique Rwandais

Organisation principalement fondée par des Tutsis vivant en exile en Uganda. Le FPR envahi le Rwanda en 1990 et, après le début du génocide, prit le contrôle du pays en 1994. Paul Kagame, président du FPR, est présentement à la tête du gouvernement Rwandais.

**Icyitso :** “Allié,” pluriel ibyitso

Un terme donné à tous les Tutsis et Hutus s’opposant au génocide.

**Inkotanyi :** “Fervents combattants”

Surnom que se donnent les combattants du FPR. Aussi utilisé par les Hutus extrémistes pour qualifier les Tutsis en général que l’on considère complices du FPR.

**Interahamwe :** “Ceux qui attaquent ensemble”

Illustre une division juvénile du MRND, les Interahamwe étaient en fait une organisation militaire entraînée. Au cours du génocide, les rangs des Interahamwe se sont élargis pour en inclure plusieurs qui n’eurent pas reçu d’entraînement ou d’armes et qui ne faisaient pas partie de sa structure organisationnelle initiale.

**Inyenzi :** “Coquerelle”

Initialement, le nom donné aux guérillas monarchistes Tutsis qui envahirent la république après l’indépendance (1991). Devint plus tard un terme utilisé par les Hutus extrémistes pour référer aux combattants du FPR ou aux Tutsis en général.

**MDR :** Mouvement Démocratique Républicain

Le parti d’opposition le plus grand à l’époque du génocide. Le MDR était un parti Hutu qui tenait sa base dans le centre du pays. Il provient de l’évolution du MDR-Parmehutu, le parti qui dirigeait le Rwanda lors de la première république.



**MRND : Mouvement Révolutionnaire National pour le Développement**

L'unique parti du Rwanda de 1970 jusqu'en 1991, établi par le président Juvénal Habyarimana. Ses dirigeants provenaient principalement d'Hutus du nord ouest mais son accès exclusif aux ressources de l'état lui permettait de recruter des supporters dans la majorité du pays. Il s'agit d'une division extrémiste pro-Hutu.

**ORINFOR : Office Rwandais d'Information.****PL : Parti Libéral, fondé en 1991.**

Sous la pression des antagonismes ethniques, une scission a eu lieu, en août 1993, au sein du PL, entre, d'une part, une tendance Hutu dénommée PL-Power et, d'autre part, une tendance Tutsi dite PL-Lando. Au mois de novembre 1993, la scission est devenue effective, les deux tendances organisant leur propre congrès et élisant des organes directeurs.

**Radio Muhaburu ("qui montre le chemin")**

Station de Radio initiée par le FPR en 1991. Transmise sur les ondes AM et diffusant de la propagande pro-FPR. Adversaires de la RTLM, cette radio diffusait à une fréquence de beaucoup réduite avant le génocide et quasi-nulle lors du génocide.

**Radio Rwanda**

Radio de l'état et le seul diffuseur en langue Kinyarwandaise du début des années 1960 jusqu'en 1991. Détint initialement le monopole de la radio et conserva une certaine notoriété par la suite en s'associant à la RTLM.

**RTLM : Radio-Télévision Libre des Mille Collines**

La première station de radio privée licenciée au Rwanda, appuyée et contrôlée par l'akazu. Largement connue pour diffuser de l'incitation à la violence envers les Tutsis. Également appelée la *radio de la mort* et *radio machette*.

**TPIR : Tribunal Pénal International pour le Rwanda**

Un tribunal des Nations Unies établi en 1994 pour faire le procès des auteurs du génocide. Il est basé à Arusha en Tanzanie.

**UNAMIR : United Nations Assistance Mission in Rwanda****UNAR : Union Nationale Rwandaise**

## INTRODUCTION

S'agissant de la relation de cause à effet, la Chambre rappelle que l'incitation est un crime, qu'elle ait eu ou non l'effet escompté. Pour déterminer si des communications sont susceptibles ou non de provoquer un génocide et si, en conséquence, elle constitue une incitation, la Chambre considère comme significatif le fait qu'il y a eu, effectivement, un génocide (Tribunal Pénal International pour le Rwanda, Affaire N° ICTR-99-52-T, Le procureur C. Ferdinand Nahimana, Hassan Ngeze, Jean-Bosco Barayagwiza, Jugement, Mercredi 3 décembre 2003, p.29)

Très peu de commentaires sur l'effet des médias lors du génocide rwandais sont allés à l'encontre du verdict déposé par le TPIR. Ainsi, les accusations, les sanctions et les condamnations criminelles qui ont déferlé au sujet des médias rwandais se basent sur un simple postulat : puisque les médias rwandais ont diffusé une propagande génocidaire et que le génocide eut effectivement lieu, il y a forcément relation causale entre les deux. Dans un sens plus large, ce n'est pas la première fois qu'on attribue une responsabilité criminelle aux médias. La pornographie fut reliée à la déviance sexuelle et la violence dans les films ou la télévision à une augmentation considérable du crime violent dans la société. Les études s'étant attardées au phénomène de propagande, démontrent que certains liens peuvent être établis entre les représentations médiatiques et la réalité sociale, précisant toutefois que la relation causale est nuancée et impossible à établir avec certitude. Sûrement, la menace génocidaire rend inévitable l'urgence d'une réponse qui ne permettra pas des années de réflexion académique. Or, cela ne dégage pas de la responsabilité de preuve ceux qui désirent imposer des censures médiatiques et limiter sérieusement la pluralité de l'information au Rwanda.

Lors du génocide rwandais en 1994, il est estimé que plus d'un million d'individus (d'une population initiale sous les 8 millions) ont systématiquement été tués par leurs concitoyens et ce, sur une courte période de cent jours, soit environ dix mille meurtres par jour, principalement avec des armes de proximité. La cible principale de la violence fut les membres du groupe ethnique minoritaire Tutsi dont quatre-vingt pourcent furent annihilés lors de cette tuerie collective. Au Rwanda, le pays le plus chrétien de l'Afrique, où au moins 65 pourcent de la population était catholique et 15 pourcent était protestante, les pires massacres se sont produits dans

des églises et des enclos paroissiaux où les Tutsis s'étaient réfugiés. Ceux-ci furent chassés de leurs maisons, rassemblés dans les églises et d'autres établissements publics, soi-disant pour leur sécurité, et ensuite tués méthodiquement avec des grenades et des fusils pour commencer, et après avec des machettes et d'autres armes traditionnelles. Dans les semaines qui suivirent, les brigades, machette à la main et radio dans l'autre, pourchassèrent et tuèrent tous ceux qui avaient survécu à ces tueries massives.

Le génocide rwandais de 1994 est devenu une référence classique de l'utilisation des médias comme outil pour provoquer un conflit de masse (Reporters sans frontières, Chrétien, 1995). À ce jour, la série d'événements est bien connue. Suivant l'écrasement de l'avion du président Juvenal Habyarimana et du président du Burundi Cyprien Ntaryamira au dessus de la capitale, Kigali, un génocide systématiquement pré-orchestré (DesForges, 1999; Melvern, 2004) débuta. À partir du 6 avril, le message transmis sur les ondes de la RTLM était sans équivoque : les tutsis étaient à blâmer, ils étaient l'ennemi et le Rwanda s'en tirerait beaucoup mieux sans eux. Les tueries débutèrent presque immédiatement dans la nuit du six au sept avril 1994. Les Hutus « modérés » accusés de vouloir partager le pouvoir avec les tutsis furent immédiatement dénoncés et ciblés au même titre que les tutsis à exterminer. S'en suivit une campagne d'extermination qui atteignit tout le pays avant la fin du mois.

Le génocide rwandais pose une abondance de questions intéressantes. La plus frappante concerne le nombre d'individus ayant participé au génocide. Que savons-nous au sujet de cet aspect du génocide? Premièrement, nous savons que bien que le degré de participation varie dans le temps et à travers l'espace (Desforges, 1999; Lemarchand, 2002; Prunier, 1995), le génocide ne laissa éventuellement aucun individu ou lieu qui ne soit touché par le génocide. Deuxièmement, malgré la présence de coercition, d'avidité et d'obéissance, ces prédispositions ne peuvent avoir été suffisantes pour déclencher, maintenir et faire progresser un tel phénomène de masse. Troisièmement, et contrairement aux comptes-rendus populaires à l'époque,

les Rwandais n'étaient ni culturellement, ni historiquement « programmés » à commettre un génocide (Melvern, 2004). Ce qui est tout autre que de dire que l'histoire ou plutôt les mythes historiques étaient sans importance dans l'instauration du projet génocidaire, bien au contraire. Tel que l'ont établi plusieurs auteurs (Gravel, 1968; C. Newbury, 1997; Rennie, 1972), les titres Hutu, Tutsi et Twa n'ont pas initialement constitué des catégories ethniques et certainement pas des identités ethniques polarisées contributives au génocide mais composaient des étiquettes flexibles et contextuelles qui symbolisaient à divers usages le statut, la richesse ou l'origine d'un individu. En d'autres mots, la logique du génocide — le besoin d'exterminer un groupe entier de gens dû à la menace inhérente et immédiate qu'ils posent — devait être inculquée; elle ne pouvait pas venir d'elle-même. En proclamant le message génocidaire, les auteurs devaient également enseigner que le meurtre dans le cadre d'un génocide était « normal », qu'il s'agissait d'une action acceptable voire légitime à exécuter dans un certain contexte. En somme, les médias devaient transformer l'environnement normatif d'une façon telle que ce qui fut évité dans le passé devenait non seulement devenir légitime mais impératif.

À un niveau plus large, le cas rwandais illustre la forme « moderne » du génocide, où convergent des formes contemporaines de lutte de pouvoir et de contrôle étatique et une utilisation massive des médias électroniques pour créer une discrimination ethnique à travers toute la population et engager ses citoyens à agir selon une nouvelle norme génocidaire. Dans cette forme moderne de conflit, les radios ont été de ferventes collaboratrices. Reste à déterminer l'impact de cette collaboration.

Notre recherche contribuera à la recherche de deux façons. Premièrement, l'amélioration des connaissances au sujet du rôle des médias dans un génocide doit passer par l'analyse combinée des méthodes qualitatives et quantitatives. Aussi, on doit pouvoir s'interroger, au-delà du phénomène de mobilisation de masse, sur le lien qui uni les médias au génocide. Deuxièmement, l'étude en profondeur d'un cas, déconstruit à travers le temps (journée) et l'espace (au niveau de la préfecture)

permettra une meilleure opérationnalisation des conditions structurelles contributives au génocide– appuyée dans un premier temps sur le concept de génocide puis, sur la propagande en situation de conflit.

# **CHAPITRE 1**

## **LE GÉNOCIDE**

Lors des 100 jours qui constituèrent le génocide rwandais de 1994, des millions de rwandais furent témoins, participèrent ou du moins, vécurent ce qui devint l'une des plus importantes campagnes d'extermination dans l'histoire. Un effort collectif, accompagné des diffusions médiatiques de l'époque : « Les tombes sont à moitié vides; qui nous aidera à les remplir? » pouvait-on entendre sur les ondes de la RTLM. La radio semi-privée, réputée avoir été reliée de près au cercle des dirigeants extrémistes hutus, a aujourd'hui une réputation légendaire pour avoir incité les Hutus rwandais à l'extermination de la minorité tutsie à une échelle sans précédent. Un seul mois d'extermination fit plus de morts que les tueries cumulées dues aux violences politiques en ex-Yougoslavie, en Afrique du sud, au Sri Lanka et en Irlande du Nord, à un rythme plus rapide que l'extermination des camps de mort nazis. Mis à part avoir agité en tant que relais pour renseigner les brigades (milices, interahamwe et autres groupes organisés), la radio agit également comme source de divertissement et d'information. Or, malgré une littérature qui ne cesse d'augmenter au sujet du génocide rwandais (notamment African Rights, 1995; Des Forges et al., 1999; Gourevitch, 1998; Mamdani, 2001; Prunier, 1995) et même les études spécifiquement sur le rôle des médias (Chalk, 1999; Chretien et al., 1995; Kellow and Steeves, 1998; Kirschke, 1996; Nkusi et al., 1998), l'impact des médias sur l'auditoire demeure relativement peu examiné et la place qu'ils occupent dans l'incitation au crime de génocide est peu théorisé.

## **1. GÉNOCIDE : CONCEPT ET DÉFINITION**

La science sociale possède différentes définitions du génocide qui diffèrent les unes des autres et de celle du droit international (par exemple, celle de la Convention sur le génocide des Nations Unies). Ces différences découlent à la fois de la différence entre le concept générique du génocide et sa définition légale, les définitions légales étant plus spécifiques. Puis, des différences entre les objectifs que se fixent les chercheurs et les buts politiques et les dynamiques groupales engagés dans l'élaboration d'une convention internationale. Confrontés à l'anomalie



comportementale de ces évènements, les chercheurs ont tenté de décrire ce qui s'était produit, les obligeant d'abord à définir ce dont ils témoignaient, de chercher des comportements similaires puis, finalement, d'essayer d'identifier et d'évaluer l'impact de différents facteurs de cause. Jusqu'à aujourd'hui, l'étude du génocide a principalement été de nature qualitative. La majorité des efforts constituent des discussions sur la définition du sujet d'intérêt et des « sondages » de cas individuels, établis de façon détaillée mais plutôt descriptif.

### *1.1 Génocide : histoire et origine d'un concept*

Le terme ne fut inventé qu'au moment de la deuxième guerre mondiale par Raphaël Lemkin lorsqu'on eut besoin d'un terme légal pour décrire la destruction délibérée et systématique d'un groupe racial, religieux, national ou ethnique. Bien que sa définition la plus largement acceptée soit celle contenue dans la Convention sur le Génocide, le génocide fut pratiqué bien avant la convention sous des formes évolutives. Le parcours historique du génocide décrit par Chalk et Jonassohn (1990) le démontre bien, l'absence du terme n'est pas signe de son inexistence mais bien de la négligence des chercheurs qui, jusqu'à très récemment, ont participé au déni général et volontaire du phénomène. De plus, le terme *génocidaire* paru avant pour communiquer d'autres procédés auxquels étaient rattachés une forte réprobation sociale, même lorsqu'il ne s'agissait pas de meurtre. Par exemple, certains qualifiaient la planification familiale, la recherche médicale, la régulation du langage dans les écoles ou même la construction de réserves indiennes d'évènements ou d'idées « génocidaires ». Notons toutefois qu'utilisé de cette manière, le terme perd de son contenu scientifique et ne communique que la désapprobation de l'auteur. La nature effroyable des évènements qu'il désignait et la désapprobation universelle d'un tel acte ont confirmé et renforcé, à travers le temps, la connotation fortement négative associée au terme, tandis que la sujétion du génocide à une idéologie particulière lui additionne un sens politique. Dans le contexte de cet ouvrage, une définition précise du génocide est choisie pour clarifier la nature et l'étendue des évènements étudiés et leur développement. Il nous importe moins d'établir une définition restrictive du génocide qui tend à disséquer le phénomène d'intérêt, que de comprendre et d'étudier

les dynamiques propres au génocide et d'en tenir compte dans la définition qu'on lui attribue.

Il n'y a que vingt ans, nous pouvions encore compter sur les doigts de la main le nombre de chercheurs ayant participé à des études comparatives de génocides. Dans notre recherche littéraire, nous sommes tombés sur les travaux d'un petit groupe d'auteurs qui reprennent souvent le travail entamé par Raphaël Lemkin dans un chapitre sur le génocide de son livre *Axis Rule in Occupied Europe*, publié lors de la deuxième guerre mondiale. Dans un essai pionnier sur le sujet, Lemkin inventa le terme et le relia à un nombre d'événements historiques. Dans la définition de Lemkin, le génocide signifiait l'annihilation coordonnée et planifiée d'un groupe national, religieux ou racial à travers une variété d'actions destinées à détruire les conditions essentielles de survie d'un groupe en tant que tel. Lemkin concevait le génocide « étant composé de différents actes de persécution ou de destruction » (traduction libre Lemkin : 92). Sa définition inclue la violence commise à l'égard : des institutions politiques et sociales, la culture, le langage, l'appartenance nationale, la religion et l'existence économique d'un groupe. Même les actes non meurtriers qui constituent une atteinte à la liberté, à la dignité et à la sécurité personnelle des membres d'un groupe constituent des actes de génocide s'ils contribuent à affaiblir la viabilité du groupe. Selon Lemkin, les actes d'ethnocide — un terme inventé par les Français après la guerre pour qualifier la destruction d'une culture sans le meurtre de ses membres — étaient aussi de l'ordre du génocide.

Lemkin innova également dans le développement d'une typologie du génocide — un ensemble de catégories classifiant des cas concrets de génocide — basée sur l'intention de l'auteur de génocide. Dans son chapitre sur le génocide, il esqua le cadre d'un développement évolutif incorporant trois types de génocide. L'objectif des premiers génocides — qu'il relia aux guerres d'extermination à l'antiquité et au Moyen-Âge — était la destruction totale ou partielle de groupes victimes et de nations. Un second type de génocide, qui émergea à l'ère moderne, se caractérisait par la destruction d'une culture sans tentative de détruire physiquement ses porteurs. Le génocide de type Nazi se retrouverait dans la troisième catégorie.

Celui-ci combine des formes anciennes et modernes de génocide en un nouveau type sous lequel certains membres étaient sélectionnés pour annihilation immédiate alors que d'autres étaient désignés pour l'assimilation ethnocidaire (Lemkin 79-82). Il est intéressant de noter que le premier ouvrage de Lemkin traite du génocide comme d'un problème transfrontalier d'affaires internationales, n'anticipant pas que le génocide du vingtième siècle deviendrait de plus en plus un problème d'état tuant ses propres citoyens.

En 1946, et grâce aux pressions de Lemkin, les Nations Unies considèrent pour la première fois le thème de prévention et de répression du crime de génocide. L'Assemblée générale passe la résolution suivante :

Genocide is a denial of the right of existence of entire human groups, as homicide is the denial of the right to live of individual human beings; such denial of the right of existence shocks the conscience of mankind, results in great losses to humanity in the form of cultural and other contributions represented by these human groups, and is contrary to moral law and to the spirit and aims of the United Nations.

Many instances of such crimes of genocide have occurred when racial, religious, political, and other groups have been destroyed, entirely or in part.

The punishment of the crime of genocide is a matter of international concern.

The General Assembly, therefore,  
Affirms that genocide is a crime under international law which the civilized world condemns, and for the commission of which principals and accomplices - whether private individuals, public officials or statesmen, and whether the crime is committed on religious, racial, political or any other grounds --are punishable;

Invites the Member States to enact the necessary legislation for the prevention and punishment of this crime;

Recommends that international co-operation be organized between States with a view to facilitating the speedy prevention and punishment of the crime of genocide, and, to this end,

Requests the Economic and Social Council to undertake the necessary studies, with a view to drawing up a draft convention on the crime of genocide to be submitted to the next regular session of the General Assembly (United National General Assembly, Resolution, 1946: 96 (I), The Crime of Genocide).

Dans cette résolution, Les Nations Unies limitent significativement la définition du génocide établie par Lemkin. Elles mettent de côté l'ethnocide en tant qu'une des composantes, tout en élargissant la définition pour inclure une nouvelle catégorie de victimes — « politiques et autres groupes » — à la liste établie par Lemkin. Les groupes politiques seront par la suite exclus de la définition du génocide par un vote des délégués. Les soviétiques et le bloc étaient très opposés à l'idée de les inclure. Leur argument: « because of their mutability and lack of distinguishing characteristics (political groups) did not lend themselves to definition, (which) would weaken and blur the whole Convention » (Kuper 1981, 23, citant le délégué polonais). La réflexion suit à peu près la logique suivante : puisque plusieurs groupes de victimes politiques (par exemple, « les ennemis du peuple ») sont des catégories abstraites pour commencer, il est futile de chercher des limites rationnelles et objectives pour les définir. Cela dit, plusieurs millions d'êtres humains sont morts suite à leur appartenance à ces groupes « mutables »...dont les Rwandais Tutsis et Hutus modérés.

Le 9 décembre 1948, les Nations Unies adoptèrent la Convention pour la prévention et la répression du crime de génocide selon la définition suivante :

## Article II

Dans la présente Convention, le génocide s'entend de l'un quelconque des actes ci-après, commis dans l'intention de détruire, ou tout ou en partie, un groupe national, ethnique, racial ou religieux, comme tel :

- a) Meurtre de membres du groupe;
- b) Atteinte grave à l'intégrité physique ou mentale de membres du groupe;

- c) Soumission intentionnelle du groupe à des conditions d'existence devant entraîner sa destruction physique totale ou partielle;
- d) Mesures visant à entraver les naissances au sein du groupe;
- e) Transfert forcé d'enfants du groupe à un autre groupe

C'est ainsi qu'apparut la définition du génocide des Nations Unies. Bien qu'il s'agisse d'une étape historique importante du droit international et que la condamnation officielle du génocide par l'ONU ait sans doute une valeur symbolique, la définition de l'ONU est très peu utile pour les chercheurs. Premièrement, elle n'établit aucune distinction entre la violence avec intention d'annihiler un groupe et les attaques non létales envers le groupe victime. Le « meurtre de membres du groupe » et la « soumission intentionnelle du groupe à des conditions d'existence devant entraîner sa destruction physique totale ou partielle » sont groupés avec l'« atteinte à l'intégrité mentale de membres du groupe » et le « transfert forcé d'enfants du groupe à un autre groupe ». Deuxièmement, pour des raisons ayant déjà été soulevées, les Nations Unies exclurent intentionnellement l'annihilation délibérée de groupes politiques et de classes sociales de sa définition du génocide. Finalement, une autre source d'inefficacité de cette définition est la nature même des Nations Unies. Elles sont composées de pays membres souverains qui l'utilise comme plateforme politique mais qui s'opposent fortement à l'établissement de pouvoirs judiciaires et politiques internationaux qui l'emporteraient sur leurs propres pouvoirs nationaux. Comme Chalk et Jonassohn (1990) le font remarquer, puisque les auteurs de tueries génocidaires sont presque toujours des États souverains, il est peu probable que les pays membres de l'ONU agiraient à l'encontre de l'un des leurs- et ils ne l'ont pas encore fait bien qu'il n'y ait pas eu manque d'opportunités.

Pour conclure, ce fut à un journaliste du Wall Street Journal (plutôt qu'à un chercheur ou un activiste des droits humains) de signaler que la formulation de la convention est si restrictive qu'aucune des incidences génocidaires commises depuis son adoption y correspondait (Wall Street Journal, 24 février 1986, 12). Précisément,

le problème majeur avec la convention est en effet sa définition très limitative de ce qui constitue un groupe victime.

### *1.2 Définir le génocide, comprendre le meurtre de masse*

L'exercice de définir ce en quoi constitue le génocide est très contentieux et à la fois implicite aux communautés académiques et politiques (Chalk et Jonassohn 1990; Scherrer 1999). Premièrement, l'importance que prend l'élément de destruction physique par opposition à d'autres formes d'activités est d'intérêt particulier. Certains suggèrent que de menacer la survie ultime d'un groupe est le critère qui différencie l'acte génocidaire d'autres formes de violence politique. D'autres soulignent que les facteurs psychologiques et culturels sont aussi significatifs dans cette distinction (ex. Harff 1992; Fein 1993). Le second aspect de la définition du génocide fréquemment identifié est l'intention de l'auteur. Ce critère est particulièrement problématique puisqu'il est manifestement difficile de juger des intérêts de l'auteur devant le fait accompli. Certains prétendent qu'il est impossible d'espérer identifier les intentions de façon objective et que l'emphase devrait être portée sur des indicateurs chiffrables tels que le nombre de morts (Rummel 1994), alors que d'autres soutiennent le contraire (ex. Lemkin, 1944; Dadrian, 1975; Chalk et Jonassohn 1987). Notre étude accorde une importance centrale à l'un et l'autre et mesure l'influence qu'ils peuvent avoir entre eux.

Troisièmement, il y a discussion sur l'identité et la nature de l'auteur. Scherrer (1999 :15) par exemple, suggère que seules les autorités étatiques peuvent s'engager dans cette forme de violence de masse. Selon lui, le génocide « moderne » renvoie à des « actions carried out by a state or ruler with the intent to kill systematically a particular community or social collectivity, resulting in destroying the targeted group in whole or in part ». D'autres paraissent ouverts à la possibilité que des acteurs non-étatiques pourraient être impliqués. Par exemple, selon Fein (1993 : 24), « genocide is sustained purposeful action by a perpetrator (any actor) to physically destroy a collectively directly or indirectly, through interdiction of the biological and social reproduction of group members, sustained regardless of the surrender or lack of threat

offered by the victim. ». Kalyvas (2003), quant à lui, note cette disjonction (hypothétique) entre les dynamiques supérieures et inférieures qui nuit à la conceptualisation puisqu'informée par deux cadres interprétatifs. Il cite que les guerres civiles ne sont pas des conflits binaires mais plutôt des procédés qui incitent la jonction d'actions d'acteurs locaux et supralocaux, civils et armés, dont l'alliance mène à une violence qui témoigne de leurs différents objectifs : « It is the convergence of local motives and supralocal imperatives that endows civil wars with their particular and often puzzling character, straddling the divide between the political and the private, the collective and the individual » (p.475). Il propose qu'une dynamique interrelationnelle s'opère entre les acteurs centraux (étatiques) et périphériques (la communauté élargie) et qu'il s'agit non seulement de l'élément mobilisateur mais également essentiel à la génération de ce type de conflit de masse.

Ce projet tente de développer une compréhension similaire à cette dernière perspective des procédés par lesquels le génocide dans la région des Grands Lacs de l'Afrique Centrale s'est produit en 1994. Dans une perspective interrelationnelle entre les acteurs centraux et périphériques du génocide, il cherche à comprendre comment le processus de génocide varie selon l'activité médiatique. Selon les critères établis, les données portant sur des activités identifiables seront compilées uniquement à l'intérieur du 6 avril au 16 juillet 1994. Ces dates marquent respectivement le début<sup>1</sup> et la fin<sup>2</sup> du génocide dans la littérature. Ces dates balisent également le début et la fin de tueries systématiques et répandues, élément qui sera retenu de la définition d'un génocide à l'article 3 du statut du TPIR :

Le crime contre l'humanité doit avoir été commis dans le cadre d'une attaque généralisée et systématique dirigée contre une population civile quelle qu'elle soit, en raison de son appartenance nationale, politique, ethnique, raciale ou religieuse (article 3, Statut, TPIR).

---

<sup>1</sup> Dans l'intervalle d'une heure après l'écrasement de l'avion, la Garde Présidentielle a mis des barrières dans la capitale Kigali et a commencé à liquider les personnalités-clé de l'opposition modérée. Des listes sont distribuées aux tueurs. Les massacres de Tutsis, de ceux qui les protègent et des partisans d'une politique de conciliation s'étendent vite à l'ensemble de la ville.

<sup>2</sup> Le FPR prend Kigali. Investiture du nouveau gouvernement, fin du génocide et de la guerre. 10% de la population a péri dans le génocide (plus de 80% des Tutsis). 30% de la population a été déplacée. 1.200.000 personnes sont entassées dans la ZHS (zone humanitaire hors conflit).

## 2. RECHERCHES EMPIRIQUES SUR LE GÉNOCIDE

Les auteurs d'ouvrages sur le génocide et le meurtre de masse ont proposé de nombreuses théories tentant d'expliquer comment le comportement de gouvernements, de leaders politiques et de citoyens ordinaires contribuent à d'extrêmes violences. Plusieurs de ces théories possèdent une ressemblance frappante aux concepts centraux en criminologie, bien que cette discipline n'ait accordé que très peu d'attention au génocide (Yacoubian 2000; pour des exceptions à la règle, voir Brannigan 1998, Cohen 1993 et Alvarez 1997). Certains criminologues sont allés jusqu'à suggérer que la criminologie avait peu à offrir à l'étude du génocide, qui relèverait davantage de la science politique. Par exemple, un article (Fox et Levin 1998) sur les approches criminologiques servant à étudier le meurtre de masse ne faisait pas qu'exclure explicitement du cadre de leur étude le génocide et d'autres formes de meurtres politiques ou de masse et citait que : « [al]though state-sponsored killings are important, they may be better explained through the theories and methods of political science (rather) than (those of) criminology ». Pourtant, les explications fournies par de nombreux criminologues sur l'absence de moralité lors de la commission d'actes criminels, ainsi que les efforts des théoriciens de la déviance à examiner les conflits intergroupaux offrent un ensemble d'outils qui peuvent facilement être appliqués aux analyses de génocide. De plus, les politiciens, historiens et psychologues qui se sont aventurés là où les criminologues n'ont pas osé le faire ont fini par développer des théories remarquablement similaires aux outils que les criminologues ont à leur disposition.

Tandis que la littérature descriptive qui recense les cas individuels et cherche à développer des définitions rigoureuses est de plus en plus développée, le nombre de chercheurs qui étudient le génocide de façon multidimensionnelle et se basent sur diverses dynamiques est réduit (voir Kuper 1981; Harff et Gurr 1988; Chalk et Jonnasohn 1990; Fein 1993; Rummel 1994; Licklider 1995; Krain 1997; Schmeidl 1997; Harff à venir). De plus, les efforts que déploient ces recherches descriptives



parviennent aux mêmes conclusions sur les causes du comportement : les modèles existants soulignent, d'une manière linéaire et plutôt simpliste, les conditions structurelles qui influencent les autorités dans leurs actions, entre autres les tensions ethniques ancestrales. Il existe encore moins d'études qui s'engagent dans des recherches rigoureuses et empiriques du génocide, où les données sont systématiquement recueillies et subséquemment analysées selon certaines techniques statistiques (Fein, 1979, 1993; Rummel, 1994; Krain, 1997; Valentino, 2001; Harff, sous presse).

Dans la majorité de ces travaux, les chercheurs tentent d'établir les raisons qui font qu'un génocide prend place dans certains pays plutôt que d'autres. Par exemple, dans quatre investigations suivant une perspective de science politique, des chercheurs ont trouvé que la possibilité qu'un génocide se produise augmente sous les régimes dictatoriaux et lors de crises nationales. Ces crises incluent la menace externe et interne de guérilla (Valentino 2001), un changement de régime (Harff, sous presse) et la guerre civile (Fein, 1993; Krain, 1997). De plus, ces études estiment que les gouvernements ont recours au génocide lorsqu'ils sont en mesure d'exercer un grand degré de contrôle sur leur société, lorsqu'ils n'ont pas à s'inquiéter de leur instabilité (conséquences électorales) et lorsque l'ordre politico-économique existant est menacé — un facteur qui augmenterait leurs avantages à recourir au meurtre de masse. Outre ces constats communs à la majorité des études, il existe quelques conclusions uniques dignes de mention. Premièrement, l'ouverture des marchés tendrait à décroître les chances de génocide seulement sous l'analyse de Harff (sous presse). Krain (1997) établi scientifiquement que l'homogénéité ethnique a une influence négative sur l'initiation de génocide. Finalement, Rummel (1994) et Krain (1997) confirment l'hypothèse que le degré d'autocratie augmente l'ampleur et non pas l'initiation du meurtre de masse.

Même si ces idées ont permis de faire avancer significativement la réflexion, deux idées posent obstacles à ces analyses puisque les auteurs n'en tiennent pas compte. Premièrement, la possibilité que les gouvernements ne pénètrent pas

uniformément les sociétés, particulièrement à l'intérieur de contextes ruraux, moins développés (ex. Gurr and McClelland, 1971; Eckstein et Gurr, 1975; Tilly, 1990; Finer, 1997; Scott, 1998). Deuxièmement, les crises nationales (telles que le génocide et la guerre civile) n'impliquent peut-être pas non plus tous les segments de sociétés dans lesquelles elles se produisent (ex. Wickham-Crowley, 1991; Kalyvas, 1999, 2001). Dans ces cas, nous penserions que les effets des facteurs déclencheurs et retardateurs ne varieraient pas de manière homogène sur le territoire de l'État concerné, ce qui est d'importance centrale lorsqu'on étudie l'impact d'un tel facteur – comme l'utilisation de la radio à des fins de propagande. Troisièmement, le génocide ne devrait pas être vu comme un événement homogène mais comme une compilation d'actions diverses entreprises par de multiples acteurs, dirigées vers plusieurs cibles, à travers le temps et la localité en question (ex. Fein, 1979; Goldhagen, 1996; Kiernan, 1996; Ball et al. 1999). Plus clairement, les différents niveaux à l'intérieur d'une société où certains facteurs déterminants exercent une influence sur le comportement individuel/groupal devraient être traités de façon empirique pour mesurer l'ampleur et l'étendue de la dynamique génocidaire.

### *2.1 Un exemple de dissociation*

Une seule étude quantitative a tenté d'explorer la variation d'activité qui existe à l'intérieur du génocide (Fein, 1979). Cet ouvrage étudie pourquoi certains pays sous le Troisième Reich ont vécu un nombre important de tueries (ex. la Pologne ou la Slovaquie) alors que d'autres en vécurent relativement peu (ex. la Roumanie et la Bulgarie). Utilisant une variété de sources d'information, Fein (1979) emploie le tri croisé (cross-tabulation) et l'analyse régressive (et comparative) pour identifier les facteurs qui expliquent la variation dans la victimisation juive.

Cette recherche représente une innovation majeure dans l'analyse statistique du génocide pour trois raisons. Premièrement, elle tente d'adresser directement la question de mécanismes/procédés causals que les autres recherches n'étaient pas en mesure d'évaluer. Deuxièmement, puisqu'elle étudie des activités qui prennent place à l'intérieur de multiples États simultanément, les efforts de Fein contribuent au

développement de la recherche sur les conflits (politiques) comparables qui bénéficient d'une dissociation de l'État nation en général. Selon cette approche, il faut nécessairement décomposer un événement à travers le temps et l'espace pour comprendre pourquoi et comment certaines choses prennent place (Juan Linz et Amando De Miguel, 1966). Le travail de plus récents chercheurs appuie également cette vision (Tilly et al., 1975; King et al., 1994). Les leçons à tirer de ce corpus empirique est clair : l'objet à l'étude contient une quantité significative de variation interne et lorsque nous tentons de comprendre ce qui prend place à l'intérieur du génocide, nous devons être attentifs à la variation territoriale qui se produit (Scott, 1998).

Troisièmement, et probablement l'idée la plus pertinente à cette recherche sur l'effet radiophonique, l'étude de Fein enrichit les travaux dans le domaine des conflits ou de la politique contentieuse qui se penchent sur une variété d'événements s'inscrivant dans un génocide.

Pour comprendre le génocide, il faut le déconstruire dans le temps et selon différentes dynamiques du comportement groupal et individuel, contrairement à l'approche conventionnelle. Les régions territoriales ne sont pas affectées de la même façon et le comportement génocidaire se concrétise dans une variété d'actes, de la propagande au meurtre. Ainsi, il est très possible que lors de la période génocidaire, les individus (ici, les journalistes) prennent part à différentes activités (ex. incitation générale, appels directs etc.), à différents degrés et avec différentes intentions, tout dépendant de l'expérience particulière de certaines localités, de l'impact de facteurs participants et contributifs, de leur réceptivité à ces facteurs et de l'évolution de ces éléments à travers le temps. Pour comprendre et évaluer la nature de l'effet médiatique sur le déroulement d'un génocide il devient essentiel d'en établir les multiples aspects dans le temps. C'est à cet égard que nous avons choisi d'étudier différents types de messages radiophoniques et d'en étudier l'impact génocidaire dans le temps, au niveau de la préfecture.

## **CHAPITRE 2**

### **RELATION ENTRE DISCOURS MÉDIATIQUE ET ACTION DE MASSE**

## 1. LES MÉDIAS RWANDAIS

Depuis la deuxième guerre mondiale, la radio a été le moyen de communication de masse le plus important en Afrique sub-saharienne et aussi au Rwanda, où le taux d'analphabétisme est très élevé<sup>3</sup>. « [...] in Africa, no other mass medium has remotely the reach and accessibility of radio » (Carver, 2000 : 188).

En 1989, on comptait au Rwanda quelque 415 000 récepteurs radio, soit un pour treize habitants. Cette montée fulgurante de l'accessibilité de la radio est étonnante lorsqu'on compare ce chiffre à celui de 1970 soit d'une radio pour cent vingt habitants. « La disponibilité de cette technologie dans les milieux ruraux a fait d'elle l'un des instruments privilégiés utilisés par les pouvoirs publics pour s'adresser à « leur » population, observe en 1992 dans *Dialogue* le journaliste Jean-Marie Vianney Higiyo, alors chef de la section « Études et Programmes » à l'Office rwandais d'information. (Higiyo, 1992 : 29-30).

Après l'attaque du FPR (Front Patriotique Rwandais) en octobre 1990, la radio la plus populaire, Radio Rwanda, commença à diffuser une propagande contre le FPR, qu'elle définit comme « l'ennemi » (Chrétien, 1995 : 69). Les communiqués du gouvernement qui y étaient diffusés régulièrement servaient souvent à dénigrer les Tutsis. Tous les autres rapports avaient ordre d'aller dans le même sens.

Après la légalisation des partis politiques d'opposition et la nouvelle loi sur la presse de 1991 (aussi appelé « l'âge d'or des médias rwandais »), les politiciens d'opposition essayèrent de retirer Radio Rwanda du contrôle du MNDR (Mouvement pro-Hutu). Hormis quelques chroniques hebdomadaires « objectives » en 1992, les partis d'opposition n'eurent pas grand succès à faire de Radio Rwanda un média plus indépendant. L'avancement militaire du FPR radicalisa les positions politiques et Radio Rwanda se retrouva sur la ligne de front, diffusant de faux rapports et des communiqués rédigés par le MNDR, utilisant la division ethnique pour tenter de

---

<sup>3</sup> En 2000-2004, l'Agence canadienne de développement international publie sur son site qu'elle se chiffre à 36%.

mobiliser les troupes et d'ordinaires citoyens contre l'invasion Tutsi. Lors des négociations des Accords d'Arusha, les reportages médiatiques tentaient de démontrer que la cohabitation des Hutus et Tutsis était impraticable. Les journalistes qui n'obéissaient pas aux ordres du gouvernement « de la majorité » (= Hutu) étaient forcés de démissionner. Les autres essayaient de se conformer à la ligne éditoriale pour garder leur emploi. Au début des années 1990, seul cinq des cinquante journalistes de Radio Rwanda étaient Tutsis. Jusqu'à la création de la première station de radio privée RTLM en 1993, Radio Rwanda, avec ses multiples stations régionales, était le média le plus important du Rwanda.

Parallèlement en 1991, alors que la presse indépendante se battait pour survivre malgré plusieurs contraintes, une presse « gouvernementale » émergea. Ces journaux appuyés par l'*akazu* et d'autres dirigeants de l'entourage immédiat du président hutu, adoptaient ouvertement un discours haineux envers les Tutsis.

### *1.1 Kangura et les journaux extrémistes*

Le premier media connu pour sa propagande anti-Tutsi est Kangura (« réveille-le! »); un journal parodique créé pour contrer le premier journal réellement indépendant, nommé Kanguka (« réveille-toi! »). La mission explicite de Kangura était de pousser les dirigeants au pouvoir à adopter une idéologie ethnique qui excluait les Tutsis.

L'éditeur de Kangura, Hassan Ngeze, n'étant ni un intellectuel ni un journaliste professionnel, était plus que facile à manipuler par les promoteurs du journal. Ngeze rendait possible la publication d'articles à ton militant et ethnique. À la suite de l'attaque du FPR en octobre 1990 et encouragé par le journal étatique « La Relève » qui critiquait les attaques du FPR et ses objectifs politiques « sournois », Kangura publia « Les dix commandements du Hutu », en référence aux dix commandements de la Bible, largement connus dans le pays le plus chrétien de toute l'Afrique. Les dix commandements du Hutu étaient une réelle incitation à la haine et

à la discrimination envers les Tutsis. Le journal se défendit en affirmant que ses propos rendait compte de la réalité : les Tutsis étaient dangereux, ils voulaient l'extermination des Hutus et donc, on devait les neutraliser avant qu'ils n'attaquent.

Le dernier commandement:

Tout Hutu doit savoir que la femme Tutsi où qu'elle soit, travaille à la solde de son ethnie Tutsi. Par conséquent, est traître tout Hutu:

- qui épouse une femme Tutsi;
- qui fait d'une Tutsi sa concubine;
- qui fait d'une Tutsi sa secrétaire ou sa protégée...

Tout Hutu doit savoir que tout Tutsi est malhonnête dans les affaires.

Il ne vise que la suprématie de son ethnie (Journal Kangura, n° 6).

Les dix commandements Hutus concluaient : « Tout Muhutu doit diffuser largement la présente idéologie. Est traître tout Muhutu qui persécutera son frère Muhutu pour avoir lu, diffusé et enseigné cette idéologie ». Le numéro ne sera pas saisi par les autorités sous le motif de liberté d'expression, même si la loi de presse rwandaise prohibe toute incitation à la haine ethnique. Tel qu'il est démontré par ces extraits, Kangura n'attaquait pas seulement les Tutsis mais aussi les Hutus modérés dirigeants de l'opposition qu'il accusait d'incitation à la division ethnique. Le parti Libéral était particulièrement la cible d'attaques, accusé d'être l'antenne du FPR au Rwanda.

Ces accusations de la part de Kangura eurent de sérieuses conséquences : les autorités gouvernementales persécutaient automatiquement les gens dénoncés dans le journal. Une accusation de Kangura pouvait mener, pas l'entremise des milices, au meurtre de certains individus et donc, ces gestes semblaient appuyés par l'État. Or, des membres du gouvernement étaient aussi dénoncés : Christophe Mifzi, le directeur d'ORINFOR, fut licencié après que Kangura ait publié une lettre de plaintes contre lui. Kangura était craint par tous les citoyens, témoins des conséquences directes d'une dénonciation par ce journal (Kirschke : manuscrit non publié).

Contrairement à leurs collègues de la presse indépendante, les journalistes de Kangura étaient rarement poursuivis pour avoir violé la loi. Au contraire, ils étaient appuyés par les dirigeants des partis MNDR et CDR. À partir de la mi-1991, ce

journal circulait à environ 10 000 copies et était imprimé sans frais à l' « Imprimerie Nationale ».

Kangura n'était pas le seul journal à promouvoir la haine ethnique. D'autres journaux étaient également appuyés par le gouvernement et supportés par le parti extrémiste CDR ou par les milices : le magazine « Umurava » avait été créé et était financé par des personnes importantes à l'intérieur du gouvernement ou des milices. Dans son étude, J.F. Dupaquier (Chrétien et al., 1995) comptabilise en effet 42 journaux haineux fondés en 1991 au Rwanda, dont 11 directement liés à l'« Akazu » (entourage présidentiel). « Interahamwe », un journal officiellement pro-MNDR et dirigé par un leader de la milice, initia de violentes attaques contre des dirigeants d'opposition qui prenaient part aux négociations des Accords d'Arusha. D'autres, comme « La Médaille Nyiramacibiri » menaçait les journalistes qui enquêtaient sur les violations aux droits humains à l'encontre des Tutsis. « Il est probable que tous ces journaux soient interconnectés, dans la mesure où l'on retrouve les mêmes auteurs qui écrivent dans différents journaux », commente J.F. Dupaquier (1995).

### *1.2 Radicalisation des médias et création de la RTLM*

Lorsque le nouveau directeur d'ORINFOR (Office Rwandais d'Information), Ferdinand Nahimana, fut élu, il décida que Radio Rwanda serait l'outil de combat médiatique pour dénoncer la pseudo conspiration de l'ennemi (les Tutsis) afin de mobiliser tous les Hutus autour d'un système idéologique commun.

En mars 1992, Radio Rwanda diffusa, à cinq reprises, un communiqué par lequel on annonçait que le FPR allait tuer plusieurs politiciens Hutus. L'objectif étant de provoquer une rébellion hutue et de provoquer le meurtre des Tutsis soupçonnés. Les nouvelles (démenties par la suite lorsque la station de radio précisa que les massacres commis avaient été perpétrés par les partis politiques hutus) furent suivies de massacres dans la région de Bugesera où des centaines de Tutsis furent tués et des milliers de maisons brûlées. La tuerie fut exécutée par l'armée et les milices. Il



s'avéra que l'histoire entière avait été montée par un groupe de gens dont Hassan Ngeze, l'éditeur de Kangura et Ferdinand Nahimana (Kirschke : manuscrit non publié). Sûrement, l'impunité dont disposèrent les auteurs de la propagande et les responsables des tueries encouragea l'extrémisme en faveur du pouvoir Hutu.

### *1.3 RTLM avant le génocide*

À la suite de son expérience à Radio Rwanda, Ferdinand Nahimana, convaincu que la radio était un puissant moyen de communication, se consacra à la création d'une station de radio indépendante entièrement dédiée à la promotion de l'idéologie des membres extrémistes du MNDR. Radio Rwanda n'étant plus la radio proprement exclusive du régime maintenant qu'elle était accessible aux partis d'opposition selon la nouvelle loi en vigueur. Les extrémistes Hutus considéraient que la radio publique pouvait tomber dans les mains des partis d'opposition et du FPR. C'est pour remédier à cet état de fait que Radio Télévision Libre des Mille Collines (RTLM) fut créée en avril 1993. Il s'agira de la première station de radio dite et légitimée « privée » et donc, intouchable par la loi. Les actionnaires de la radio et ses fondateurs étaient des personnalités connues : directeurs de banque, hommes d'affaires, journalistes des médias publics, officiers militaires et membres du gouvernement. La majorité d'entre eux étaient aussi membres du MNDR et du CDR. Ils occupaient des positions clés au gouvernement avant et pendant le génocide. En juillet 93, RTLM pouvait diffuser dans tout le pays via un réseau de transmetteurs appartenant à l'État. « Dans certaines régions, le gouvernement distribua d'ailleurs gratuitement, avant le génocide, des radios aux autorités locales, et il n'est pas improbable qu'il en ait aussi distribué après le début des tueries » (Chrétien et al., 1995 : 68). Le journal Kangura félicitera et couvrira les aventures de la nouvelle radio jusqu'à ce qu'il cesse de publier durant le génocide.

RTLM engagea huit journalistes dont la majorité (contrairement à Kangura) était des professionnels hautement expérimentés. Ils avaient tous travaillé dans les médias gouvernementaux, pour le MNDR ou dans les publications du CDR. RTLM

n'avait aucune compétition et devint populaire instantanément. La radio était écoutée principalement dans les régions urbaines et parmi les soldats, même les rebelles du FPR l'écoutaient. Dû à son ton dynamique, les reportages et la musique qu'elle diffusait, les jeunes, qui formaient la grande majorité des milices, devinrent un auditoire important.

En effet, de juillet à octobre 1993, les programmes de la RTLM consistaient en grande partie de musique populaire. Mais, le 21 octobre, après l'assassinat du président du Burundi, les programmes de la RTLM se précisèrent et commencèrent à inciter presque exclusivement à la haine ethnique contre les Tutsis. RTLM critiquait les Accords d'Arusha, décrivait le FPR et les Tutsis en général comme une menace imminente à la survie des Hutus. La station de radio livrait une présentation déformée des événements au Burundi, essayant d'initier la panique en affirmant que la violence se répandrait bientôt au Rwanda et demandant aux auditeurs d'agir pour venger les Hutus du Burundi.

Comme le journal Kangura, la RTLM accusait régulièrement des membres de l'opposition ou de simples gens soupçonnés d'avoir douté du régime en place. Elle qualifiait ces individus de traîtres, d'ennemis et de complices du FPR. La station de radio ciblait aussi les dirigeants de la société civile et des journalistes qui appuyaient les Accords d'Arusha, des activistes des droits humains et des journalistes s'intéressant aux crimes commis par le MNDR, le CDR ou les milices (pro-Hutu). Quelques journaux indépendants étaient constamment la cible d'attaques de la part de la RTLM. En effet, la montée des médias de la haine et la préparation au génocide ne sont pas apparues du jour au lendemain et les organismes de droits humains étaient conscients de la radicalisation, de l'augmentation de la violence et de l'impunité dont bénéficiaient leurs auteurs. Ils les dénonçaient, ce qui faisait d'eux en retour, des cibles de la nouvelle station de radio.

Tel que nous l'avons précédemment souligné, plusieurs actionnaires et fondateurs de la RTLM étaient des dirigeants de milices ou des membres de

l'« escouade-de-la-mort » (paramilitaires). Leur lien direct à la station de radio permettait de croire que quiconque s'opposait à la violence des milices prenait le risque d'être identifié comme un ennemi par la RTLM. Réciproquement, toute dénonciation sur les ondes de la RTLM était directement endossée par le gouvernement puis les milices se chargeaient d'attaquer les cibles identifiées.

Les messages de la RTLM et ses slogans étaient appuyés par plusieurs journaux extrémistes dont principalement, Kangura. La popularité de la RTLM eut un impact sur Radio Rwanda qui en retour, ne voulant pas perdre de son importance, adopta un ton plus haineux et violent. Dix jours avant le début du génocide, le FPR demanda que la RTLM soit fermée pour son implication dans les massacres au Burundi. Le gouvernement ignora la demande, lui-même étant impliqué dans les tueries et ayant bénéficié de cette même impunité. La journée précédant le génocide, la presse écrite confirmait plutôt qu'établissait le message génocidaire porté par la radio, plus adaptée dans un pays où la communication orale demeurait le principal moyen de transmettre des messages.

#### *1.4 RTLM lors du génocide*

Le 6 avril, quand l'avion qui transportait les présidents du Rwanda et du Burundi fut atteint par un missile et s'écrasa près de l'aéroport de Kigali, la RTLM fut la première à annoncer l'évènement et ce, en moins d'une heure. Les autres médias n'annoncèrent l'écrasement qu'en fin de soirée. RTLM fut aussi la première à annoncer l'inauguration du gouvernement intérim autoproclamé le 8 avril. Le nouveau gouvernement se disait être un gouvernement de coalition mais les nouveaux membres de l'opposition (remplaçant ceux qui avaient été tués) appartenaient tous aux factions extrémistes Hutu-power des partis associés au MNRD. Par sa rapidité à diffuser l'information, la RTLM semblait détenir des renseignements privilégiés de la part d'informateurs au sein même du gouvernement ou des milices.

RTLM commença à dénoncer l'opposition Hutu et les soldats Belges d'UNAMIR. La station soutint que le FPR était derrière l'écrasement ce qui entraîna une attaque immédiate du FPR pour se défendre et ainsi prévenir le génocide des Tutsis. L'armée majoritaire qui avait perdu ses dirigeants dans l'écrasement d'avion, demanda aux milices de l'aider à combattre l'ennemi. Les milices commencèrent à traquer les dirigeants et de la société civile d'abord situés à Kigali et aux alentours, tuant tous ceux qui étaient considérés comme des opposants du régime Hutu. Bien que certains journalistes indépendants furent pourchassés tandis que les diffuseurs de la RTLM bénéficiaient d'une protection personnelle assurée par les forces de l'autorité.

Dès lors, et ce pendant les premiers jours du génocide, la RTLM diffusa 24 heures par jour, incitant à la torture et au meurtre des Tutsis surnommés « coquerelles » et « serpents » par les animateurs. Les Tutsis étaient associés au FPR, soupçonné d'avoir tué le président. On disait en outre qu'ils avaient envahi le Rwanda et qu'ils extermineraient tous les Hutus si on ne les en empêchait pas. Tout Tutsi était, selon la RTLM, un agent du FPR et par conséquent, devait être capturé et tué. Selon eux, cette fois, la guerre conventionnelle ne fonctionnerait pas. Leur extermination totale était la seule solution possible. La station ordonna à son audience de participer à la chasse à l'homme. Les massacres étaient justifiés par la RTLM comme des actes d'autodéfense.

En plus d'inciter au génocide, la RTLM joua un rôle plus direct en diffusant des informations visant à aider les meurtriers : la station conseilla aux milices de bloquer les routes pour aider à chercher, identifier et trouver les gens qui devaient être éliminés. Les diffuseurs pouvaient par exemple fournir les adresses et les numéros d'immatriculation des gens qui tentaient de se cacher ou de s'échapper. Ils pouvaient aussi inviter les auditeurs à s'exprimer sur les ondes pour divulguer toute information qui permettrait de trouver des personnes spécifiquement recherchées. Les gens qui s'opposaient aux tueries étaient associés au FPR et devaient être éliminés. Un autre groupe ciblé par la RTLM était les prêtres, soupçonnés de cacher et de protéger des

individus dans les couvents et les églises. La RTLM affirmait que les troupes du FPR se servaient les églises comme bases militaires, ce qui intensifia les attaques à ces endroits.

Les forces armées et les forces paramilitaires qui pourchassèrent les Tutsis et dirigèrent les plus importants massacres du génocide étaient d'importantes alliées de la RTLM qui transmettait l'information entre combattants. Entre autres, pour les demandes d'armes et les apports en munitions. La station de radio s'afférait constamment à échanger avec les auditeurs, interviewant des politiciens extrémistes pro-hutu, des « loyaux » citoyens qui obéissaient aux ordres et des membres du gouvernement qui encourageaient tour à tour la population à se joindre aux forces militaires dans la guerre contre les Tutsi, leur partisans et les traîtres.

Le génocide, qui dura d'avril à juillet 1994, tua plus d'un million de Tutsis et de Hutus modérés. Quarante huit journalistes s'opposant à la RTLM furent tués.

Depuis le début, la complicité des médias avec des acteurs dirigeants du génocide est manifeste à l'intérieur même des médias où les principaux éditeurs et journalistes occupaient également des postes dans les milices et le gouvernement. Les médias extrémistes de la presse écrite et radiophonique constituent un véritable réseau, articulé par certains secteurs de l'État, membres du gouvernement, officiels, et notamment des appareils et des partis MNDR et CDR. Des passerelles existaient entre ces différents organes, quant à leurs moyens, à leur personnel et bien sûr à leurs thématiques. Il s'agissait d'un système conçu et voulu par des politiques pour faire s'accomplir un intégrisme ethniste conduisant à l'élimination physique de « l'ennemi intérieur ».

Le procès débuta en octobre 2000. En août 2003, le procureur du TPIR requiert des peines de prison à vie contre les trois accusés, qui avaient plaidé non coupable. Le Tribunal pénal international pour le Rwanda (TPIR), basé à Arusha (Tanzanie), condamne Ferdinand Nahimana, fondateur et ancien directeur de la

RTLM, Jean-Bosco Barayagwiza, autre fondateur de la RTLM, et Hassan Ngeze, ancien rédacteur en chef de la revue extrémiste Kangura, tous poursuivis pour « génocide, entente et incitation en vue de commettre le génocide et des crimes contre l'humanité ». Un quatrième journaliste, Georges Ruggiu (journaliste de nationalité belge), auteur d'émissions haineuses au moment même où le Rwanda était décimé, a été condamné à douze ans de prison, en juin 2000, pour avoir « incité au génocide et à des crimes contre l'humanité » sur les ondes de la RTLM, d'avril à juillet 1994.

C'est la première fois que des journalistes sont condamnés à la prison à vie pour avoir incité au meurtre et à la violence dans leurs reportages ou leurs articles (Reporters sans frontières, Rwanda-Rapport annuel 2004). Il s'agit de la peine maximale et de l'un des verdicts les plus importants du Tribunal pénal international pour le Rwanda.

It is the first time that the Genocide Convention has been used to test the truth of the adage... .. And the first time since the end of World War II that propaganda in the service of the state, or an extremist cause, has been on trial at an international forum.

(Silverman, J., BBC, 29 juin 2002)

Ce cas donnait au TPIR l'opportunité de juger d'une question spécifique : les journalistes pouvaient-ils participer à la commission du crime de génocide activement, directement et personnellement, via les ondes. Au-delà de cette perspective juridique de responsabilité, personne n'a jusqu'ici systématiquement dressé la carte des stratégies médiatiques pour les mettre en parallèle à la progression du génocide et vérifier si un effet réel peut être identifié et mesuré, ce que cette recherche propose. Le choix des médias pour analyser le génocide est sans conteste judicieux, car ceux-ci constituent le vecteur ayant la portée la plus large par lequel on tente de transmettre l'idéologie raciste. Parallèlement, dans nos « sociétés d'information » modernes, la question de l'impact des médias sur le comportement individuel et de masse est clairement d'une importance capitale.

## 2. DÉFINIR LA PROPAGANDE DANS UN CONTEXTE CRIMINEL: DES EXIGENCES DU PROCÈS DE NUREMBERG À L'INTERPRÉTATION UNIQUE DU TPIR.

Les principes qui servent à déterminer le type de propagande qui constitue un crime international ont leur origine dans le verdict déposé par le Tribunal Militaire International à Nuremberg le 1<sup>er</sup> octobre 1946, lorsque celui-ci se prononça en faveur de la peine de mort pour Julius Streicher<sup>4</sup>, éditeur en chef du journal *Der Stürmer*, mais acquitta Hans Fritzsche,<sup>5</sup> *Ministerialdirektor* (secrétaire permanent) au *Reich Ministry of Propaganda* et directeur de propagande radiophonique pour le Parti Nazi.

Dans son jugement sur la propagande Nazie antisémite, le procès de Nuremberg dressa une ligne parfaitement claire entre la propagande du style de Fritzsche, qui était violemment antisémite mais ne lançait pas d'appel direct à l'extermination et les appels directs à l'extermination que Streicher publiait au même moment où l'extermination se déroulait. Ce dernier seulement fut condamné par les juges de Nuremberg selon la définition de crimes contre l'humanité.

Considérant ce précédent jugement, les Nations Unies firent de cette distinction un pouvoir de droit international le 9 décembre 1948 lorsqu'ils adoptèrent la Convention sur la Prévention et la Répression du Crime de Génocide établissant le crime international « d'incitation directe et publique en vue de commettre un génocide ».

Lorsque les éléments constitutifs de ce nouveau crime international furent débattus, la question de criminaliser des « médias de haine » fut soulevée dans des termes on ne peut plus clairs. L'URSS demanda que la propagande qui tendait vers

---

<sup>4</sup> Streicher était membre du parti Nazi, un général des SA et Éditeur en chef du journal *Der Stürmer*. Extraits des articles : "A punitive mission must be sent into Russia against the Jews, which will reserve for them the same fate as that which any murderer or criminal must expect: to be sentenced to death and executed. The Jews of Russia must be killed. They must be extirpated and exterminated."

<sup>5</sup> Fritzsche, de 1933 to 1945, était membre du parti Nazi, Directeur de l'agence officielle de presse allemande, à la tête de la division radiophonique et de la division de presse nationale au Reich Ministry of Propaganda, *Ministerialdirektor* (Secrétaire Permanent) au Reich Ministry of Propaganda, Chef de la division radiophonique du Département de Propagande du parti Nazi et *Plenipotentiary* pour l'organisation politique du Greater German Radio.

une incitation à la haine raciale soit qualifiée comme un crime dans la mesure où une telle haine était la source d'actes de génocide. À cette fin, les Soviétiques proposèrent deux amendements à la Convention. Le premier pour criminaliser « toute forme de propagande publique (presse, radio, cinéma, etc.) visant l'incitation à l'inimitié ou la haine raciale, nationale ou religieuse ». Le second pour criminaliser « toute forme de propagande publique (presse, radio, cinéma, etc.) visant à provoquer la commission d'actes de génocide ». Les deux amendements furent rejetés par une très grande majorité.<sup>6</sup> Seulement l'incitation *directe* et publique à commettre un génocide fut incluse dans la définition finale.

Plus de 40 ans plus tard, les crimes contre l'humanité commis en ex-Yougoslavie et le génocide des Tutsis rwandais obligèrent les tribunaux internationaux à reconsidérer l'instant où un discours de haine devrait être classifié comme crime contre l'humanité.

Le TPIR se prononça concernant le crime d'incitation directe et publique en vue de commettre un génocide lors de son tout premier jugement concernant les crimes ayant pris place lors du génocide rwandais de 1994:

(...) direct and public incitement must be defined (...) as directly provoking the perpetrator(s) to commit genocide, whether through speeches, shouting or threats uttered in public places or at public gatherings, or through the sale or dissemination (...) of written material or printed matter (...) or through the public display of placards or posters, or through any other means of audiovisual communication".<sup>7</sup>

Suivant le précédent *Streicher*, le TPIR appliqua directement cette définition dans le jugement du maire d'une commune qui, au moment où le génocide se déployait, lança des appels directs aux membres de sa commune pour participer à l'extermination, des appels qui furent immédiatement suivis d'actes concrets. Par ailleurs, ce cas concernait un discours adressé par un représentant du gouvernement

<sup>6</sup> Le vote fût 28 contre et 11 pour, avec 4 abstentions, puis 30 contre et 8 pour, avec 6 abstentions; *Debates of the 6th Committee of the UN General Assembly, October 29, 1948.*

<sup>7</sup> Jugement du TPIR, Cas Akayesu; 2 Septembre, 1998.



envers les citoyens de sa juridiction et non pas un message propagandiste disséminé à travers les médias.

Le jugement rendu le 3 décembre 2003 semble marquer une rupture avec les principes établis à Nuremberg. Le « procès des médias » reconsidérera l'interprétation restrictive pour éventuellement criminaliser les deux types de discours au même titre, qu'il y ait un lien direct ou non avec le génocide. Pour trouver une preuve de culpabilité en regard aux diffusions radiophoniques de la RTLM avant le 6 avril 1994, qui ne contenaient aucun appel direct, les juges du TPIR choisirent d'étendre la définition de crimes contre l'humanité à travers la presse pour inclure tout discours belliqueux ciblant les populations civiles sur les bases de « stéréotypes ethniques ». L'incitation elle-même, qu'elle mène ou non à un génocide, sera criminalisée.

Dans l'esprit de faire usage des distinctions soulevées par les différents tribunaux dans la nature des actes incriminés, l'intérêt criminologique est donc d'identifier la présence respective de ces deux types de propagande lors du génocide et de classer les discours selon qu'il s'agisse d'appels directs ou d'incitations générales pour ainsi être en mesure de distinguer, s'il y a lieu, leur impact respectif sur le développement du génocide.

### **3. L'AUTORITÉ ET LA LOGIQUE DE LA PROPAGANDE**

Étant le seul média à diffuser lors du génocide, la radio s'inscrit rapidement comme autorité dans l'espace discursif. La littérature démontre que les normes prennent plus d'importance dans une réalité confuse, contradictoire ou changeante. Plus la situation est ambiguë, plus les gens se fieront à une norme qui diminue l'ambiguïté, la confusion ou l'insécurité et qui dicte l'action à entreprendre (Finnemore et Sikkink, 1998; Swidler, 1986). Dans le cas du Rwanda, le plan génocidaire a pu procurer un guide précis et clair de ce qu'il fallait faire face à la menace monolithique Tutsi sur la survie même de tous les Hutus.

Dire que les dirigeants du génocide réussirent à établir une norme génocidaire n'est pas affirmer que tous les individus qui participèrent au génocide suivaient simplement une norme. Les normes ne sont pas des déterminants absolus du comportement. Elles existent dans des environnements contestés où elles entrent en compétition avec plusieurs normes contradictoires. Il ne s'agit pas non plus d'affirmer que d'autres motivations, telles que la peur, n'était pas aussi présentes. Comme la peur peut enclencher différents types de réponses (de la confrontation à la fuite), il fut important pour les diffuseurs du génocide d'établir le meurtre comme stratégie légitime (de telle sorte que la majorité des gens ne fuirait pas face à la « menace » tutsie). Dans ce sens, la peur et la norme génocidaire sont concordantes dans le message transmis:

It can be argued that much of the conforming impulse reflected not so much moral reconstruction as a realistic fear or retribution. But the two elements are not exclusive. A normative order is typically underpinned by concrete sanctions against nonconformity, but these do not nullify its existence or invalidate its character as a normative order (Thompson et Quets (1990:254), au sujet de la réponse allemande à la campagne d'extermination Nazie contre les juifs).

En fait, l'ordre normatif dans lequel le génocide constitue un comportement « normal » dépend directement de l'inculcation d'une peur — de la menace posée par le groupe ciblé ainsi que la menace de punition pour avoir refusé de s'y soumettre.

La transformation de l'environnement normatif par les médias est un processus multidimensionnel. La première étape du processus est de diffuser le message génocidaire à travers tout le territoire impliqué. Il s'agit non seulement de pénétrer toutes les sphères de la société (de l'élite au populaire, des communautés urbaines aux communautés rurales) mais aussi de monopoliser l'espace discursif de telle sorte qu'aucun message contradictoire ne parvienne à remettre en question la logique inhérente de la norme.

[...] in Africa no other mass medium has remotely the reach and accessibility of radio.[...]The problem in Rwanda was that it was a section of the government that was disseminating divisive propaganda, through Radio Rwanda and RTLM, the only independent licensed station. The issue was not that there was too much freedom of expression; rather,

any alternative voices were excluded from the airwaves (Carver, 2000: 188 et 192).

La deuxième étape est de donner une substance au message. Cette fois, il s'agit de cadrer le message dans une idéologie et d'instaurer un guide génocidaire précis de ce qui sauvera les gens ou les condamnera. Pour ce faire, l'information est stratégiquement utilisée pour réunir les conditions favorables au génocide : la peur (ex. la menace tutsie, les meurtres de ceux qui s'opposent aux tueries), l'urgence d'agir (témoignage direct de gens impliqués dans les tueries), puis le guide. En ce sens, l'effet radiophonique peut potentiellement se manifester à deux niveaux : un premier, idéologique puis le second, directif.

### *3.1 Fonctions des médias de masse pour influencer le génocide*

Selon Chalk (1999), les médias de masse occupent trois fonctions majeures lors d'un génocide:

- 1) Diaboliser les victimes ciblées;
- 2) miner le soutien des victimes de la part du groupe dominant; et
- 3) encourager une participation groupale et un accord général en vue du génocide.

Comme Norman Cohn le démontre dans son livre *Europe's Inner Demons* (1976), l'ère pré-moderne exploitait trois types d'accusations majeures pour diaboliser des groupes, réels ou fictifs, qu'ils avaient l'intention de détruire : le cannibalisme, les coutumes sexuelles incluant les orgies et l'inceste et l'hérésie. À l'ère moderne, on renouvelle le recueil d'accusations pour intégrer des thèmes dérivés de théories raciales nationalistes et pseudo-scientifiques. On prétend alors que la survie du groupe « agresseur » est à risque et que le groupe victime conspire pour sa destruction en ayant recours à la trahison, la conspiration avec des groupes opposants et la « pollution raciale » (relations sexuelles).

Les théories de communication actuelles insistent sur le fait que les auditeurs filtrent les messages qui leur sont dirigés à travers un réseau complexe d'identités individuelles et groupales de façon critique (Malesic, 1997). Les médias ne nous

dictent pas quoi penser mais comment penser, proposant des catégories qui influencent les agendas que nous nous fixons. Or, que nous souscrivions à la construction sociale d'une vision de la réalité ou à la théorie de dépendance au système médiatique, de plus en plus de théoriciens en communication reconnaissent que cinq circonstances sont d'un intérêt particulier pour 1) faciliter l'infiltration totale des médias à travers l'auditoire et 2) fournir une puissance supplémentaire aux messages des médias pour contrôler les masses.

Ces cinq circonstances sont :

- 1) l'inauguration d'un nouveau médium de communication, tel que la radio;
- 2) l'utilisation d'un style de communication complètement nouveau;
- 3) la perception répandue qu'il existe une crise;
- 4) un public bénéficiant de peu d'information de la part d'autres sources sur la situation, et
- 5) une tradition profondément ancrée d'obéissance à l'autorité parmi l'audience ciblée.

Comme il a été décrit plus tôt, ces circonstances s'appliquent à la position des médias rwandais lors du génocide de 1994: la RTLM fit son arrivée peu avant le génocide dans un contexte d'apparition des partis d'opposition, se positionnant comme d'autres dans la controverse entourant les accords de paix d'Arusha. Cette nouvelle station innovait par son langage « populaire » et la musique qu'elle diffusait. Aucun autre médium d'information ne lui faisait compétition, au contraire, elle était appuyée par plusieurs concurrents. Plusieurs de ces éléments se retrouvent également dans d'autres cas de génocide et de nettoyages ethniques.

Au vingtième siècle, la radio a été l'une des plus grandes puissances pour mobiliser les peuples socialement et politiquement. Les Bolchéviks ont été parmi les premiers à exploiter son potentiel pour l'endoctrinement explicite des masses, mais ce fut Joseph Goebbels qui mena à la perfection cet outil de mobilisation. Goebbels subventionna la production par les manufacturiers allemands de millions de radios bon marché et leur distribution exhaustive à travers les domiciles privés. Puis, il commanda l'installation de haut-parleurs pour diffuser les bulletins de nouvelles

Nazis et les discours à l'intérieur des usines et aux endroits publics. On engagea des gardes pour observer les auditeurs et s'assurer du maintien et du bon fonctionnement des radios. Les premiers récepteurs audio de Goebbels étaient délibérément construits avec une portée limitée, de sorte à ce que les diffuseurs étrangers ne puissent être captés (Welch, 2002). Welch mentionne qu'avant le début de la deuxième guerre mondiale, plus de 70 pourcent des domiciles allemands possédaient un récepteur radio et qu'il s'agissait là du plus haut pourcentage au monde.

Selon l'historien Peter Reichel (1997), quand les Nazis accédèrent au pouvoir en 1933, quatre millions de maisons allemandes possédaient des récepteurs radio. En 1938, leur nombre avait atteint les neuf millions et en 1942 il y en avait 16 millions.

Au Rwanda, les radios et les batteries pour les alimenter étaient trop dispendieuses pour la majorité des paysans jusqu'aux années 1980, lorsque le gouvernement rwandais obtint de l'aide étrangère pour l'achat et la distribution de radios. L'argument pour obtenir les radios était qu'il était nécessaire de promouvoir la dispersion de technologie moderne. Les radios furent ensuite dispensées pendant les campagnes électorales. À cette époque, le gouvernement rwandais, comme le gouvernement allemand sous le régime nazi, investit lourdement dans des transmetteurs radio puissants et localisa des installations pour que la diffusion radiophonique couvre tout le pays. De petits transmetteurs FM mobiles furent achetés à l'étranger par les têtes dirigeantes du génocide rwandais et utilisés très efficacement par la suite.

Ce n'est donc pas un hasard si tous les régimes totalitaires se sont tant intéressés aux médias, si l'antisémitisme en Allemagne fut diffusé par les journaux comme le *Volkische Beobachter* avant même que le parti nazi ne soit fondé, si au procès de Nuremberg, Julius Streicher fut condamné pour avoir, dans ses articles du *Sturmer*, « semé dans l'esprit allemand le virus de l'antisémitisme ». Tout ceci est directement lié à la logique interne de la diffusion de propagande, conçue par ses bénéficiaires comme un outil, voire une arme dont l'efficacité doit être maximisée.

#### 4. DU MESSAGE À L'ACTE

##### 4.1 Discours médiatique et engagement idéologique

Le psychologue Robert Sternberg de l'université de Yale va qualitativement au-delà du simple antagonisme et maintient que la force la plus puissante derrière les tueries de masse et le génocide est une idéologie de haine, soigneusement entretenue et façonnée afin d'accomplir des objectifs qui sont rationnellement, stratégiquement et systématiquement conçus (manuscrit non-publié, 2001). En effet, l'idéologie du *mal extraordinaire* se base souvent sur la haine et est communiquée par des lois, un apprentissage social et une propagande distribuée par les médias de masse. Dans son modèle conceptuel, Sternberg suggère trois éléments de haine. Le premier, *la négation de l'intimité*, implique la recherche d'une distanciation par rapport à une victime identifiée. Cet élément de haine est affectif; il est vécu comme une émotion négative. Le deuxième élément, *la passion*, est motivé par une colère intense ou une peur en réponse à une menace. L'élément final, *décision/engagement*, se caractérise par des cognitions de dévaluation et de diminution envers le groupe ciblé. Il s'agit de l'élément cognitif souvent cultivé par des institutions politiques ou médiatiques.

Au Rwanda, par exemple, le réseau officiel radiophonique du parti dirigeant hutu, la RTL, était la seule source d'aperçu sur le domaine des affaires publiques pour la majorité des Rwandais. Ce que la radio affirmait était ce que les Rwandais entendaient. Et ce qu'elle disait était dur, violent et rempli de diabolisation anti-Tutsi. Les Tutsis y étaient souvent décrits comme des vipères, des buveurs de sang qui conspiraient l'annihilation totale des innocents Hutus. Dans ce message incessant de propagande haineuse, on ne pouvait faire confiance à aucun Tutsi. Tous les Tutsis étaient, potentiellement ou dans les faits, des traîtres et des meurtriers. En suivant la thèse de Sternberg, on pourrait conclure que la RTL généra chez plusieurs Hutus un engagement idéologique passionnel reposant sur la certitude que leur vie était menacée de l'intérieur et de l'extérieur du Rwanda par des envahisseurs tutsis (de même que des Hutus sympathiques à leur cause). Un tel engagement idéologique aurait été l'élément qui initia l'intensité de la haine ethnique qui consuma

éventuellement le Rwanda (Sternberg, 2001). La notion de distanciation pose, quant à elle, problème dans le cas du Rwanda, où le degré de proximité des meurtres ne permet pas, contrairement à la ségrégation des tâches lors de l'holocauste, le postulat que l'auteur du crime n'ait pu avoir conscience directe de ce qu'il permettait d'accomplir.

#### *4.2 Justification ou distanciation?*

Waller (2002) fournit des explications permettant de comprendre les façons dont la propagande a pu être un élément central à la réalisation de l'acte génocidaire. Il est essentiel de comprendre ces mécanismes pour expliquer la présence ou l'absence de concordances entre les événements médiatiques et les actes génocidaires. Selon Waller (2002), il existe trois pratiques dans lesquelles les génocidaires s'engagent pour rendre leurs gestes acceptables et se libérer des implications morales de leurs actions. L'une d'entre elles est la justification morale<sup>8</sup>.

Les gens ne s'engagent généralement pas dans un mal abominable sans s'être justifié de la moralité des actes qu'ils vont commettre (Waller, 2002). Comment redéfinissent-ils un mal extraordinaire pour éviter de reconnaître son immoralité? En partie, leur comportement est légitimé par la conviction que le meurtre, ou la volonté de tuer les membres d'un autre groupe, est nécessaire pour la sécurité et la sûreté de leur propre groupe. Comme il est illustré par Gourevitch dans ses chroniques du génocide rwandais,

[...] les organisateurs et les auteurs d'un massacre comme celui qui avait eu lieu de l'autre côté de la porte où je me tenais ne doivent pas nécessairement prendre plaisir aux tueries, ils peuvent même trouver ça déplaisant. Ce qui est requis par-dessus tout est qu'ils désirent que leurs victimes soient mortes. Ils doivent le désirer si fortement qu'ils le considèrent comme une nécessité (Gourevitch, 1998: 18, traduction libre).

Pour ne mentionner qu'une stratégie de justification morale citée par Waller (2002), la déshumanisation des victimes est renforcée par la propagande qui perçoit celles-ci comme des représentations du mal dans le monde, ce qui facilite un certain

---

<sup>8</sup> Les deux autres pratiques mentionnées sont: (2) l'euphémisme linguistique de leurs actes et (3) l'exagération des divisions.

degré de légitimité pour l'auteur du crime envers ses actes génocidaires. La victime déshumanisée n'est plus perçue comme un être éprouvant des sentiments, qui pense ou agit et conséquemment, l'acte génocidaire est libéré de toutes contraintes et répressions.

Donc, la perpétration d'un mal extraordinaire est rendue personnellement et socialement acceptable en l'illustrant comme un objectif social ou moral légitime. Les agresseurs peuvent croire en cette rationalisation à un tel degré que le mal n'est pas seulement moralement justifiable mais devient un impératif moral incontestable. Ils peuvent justifier ce mal comme essentiel à leur propre défense, suite au sentiment de vulnérabilité qu'on a entretenu chez eux ou aux impératifs moraux qu'on leur a inculqués. Ils perçoivent ce mal comme essentiel à leur survie, une norme vitale. Les impératifs moraux ont été générés au Rwanda par des forces politiques et des idéologies ethniques disséminées par les médias. Ces impératifs moraux spécifient ce qui est bien et juste, ce qui est mal et dangereux.

Il devrait être noté qu'il ne s'agit pas d'une diminution des standards moraux chez le génocidaire. Au contraire, la justification morale qui mène aux actes est accomplie par une redéfinition cognitive de la moralité de tuer de sorte que cela puisse être fait sans une condamnation de soi et que les agresseurs continuent tout de même à se percevoir comme des agents moraux qui se soumettent raisonnablement à l'autorité et qui s'accordent avec l'idéologie qu'elle préconise. Comme l'exprime un génocidaire, le massacre des Tutsis était politiquement une idée juste : « j'ai pensé qu'il fallait faire au mieux ce qui était à l'époque une idée juste » (Hatzfeld, 2003 : 208). Se pourrait-il que, de la même façon qu'on puisse s'infiltrer dans une culture de la cruauté, une culture de cruauté puisse s'infiltrer en nous ? Et quels seraient les vecteurs de cette infiltration ? Serait-il possible que certaines organisations puissent changer les gens progressivement et ultimement diriger une entreprise génocidaire ?



### 4.3 *La force mobilisatrice du génocide*

En général, les dimensions politiques et idéologiques du génocide sont les perspectives privilégiées par les analystes qui se sont penchés sur l'effet de mobilisation lors du génocide rwandais. Certainement, l'importante pauvreté et la crise économique au Rwanda jouèrent un rôle important, voire facilitant dans ce contexte (Bonneaux, 1994), mais ils ne constituent pas un argument suffisant. Plusieurs nations en Afrique et dans le monde connaissent une pauvreté importante et des divisions sociopolitiques sans avoir fait l'expérience de la mobilisation populaire évidente dans le génocide Rwandais. Une emphase sur l'idéologie du pouvoir Hutu et les manipulations techniques des autorités médiatiques à mener le projet génocidaire sont centrales à la compréhension de cet événement. Pour prendre entièrement compte des événements, il faudrait également être en mesure d'expliquer les stratégies de participation groupale, dont les méthodes sont multiples et complexes : l'inculcation idéologique du pouvoir hutu sur une longue période historique et reconfirmée à la période 1992-94 sous la forme de propagande massive, la manipulation de la peur par ces mêmes organes qui illustrent le FPR comme l'envahisseur animée de meurtre et de chaos (Rwanda DG Assessment 19 1/6/2003)<sup>9</sup>, et finalement, le niveau d'organisation locale de l'État de même que celui des organes de partis politiques eux-mêmes qui ont été mis en action à travers les médias non pas pour contrôler la violence mais plutôt pour provoquer et organiser le génocide.

La création du contexte culturel et normatif permettant le déroulement d'un génocide est sans doute intimement (bien que non exclusivement) liée aux activités des médias, qui sont des vecteurs importants de la culture. Néanmoins, est absent de la littérature le mandat de savoir dans quelle mesure on peut faire un usage direct, instrumental d'un média — quelle que soit son importance — pour pousser une population au génocide d'une autre. Cette recherche tente de mesurer cette possibilité.

---

<sup>9</sup> Certains argumentent que le FPR n'aida pas sa cause à cet égard et le grand nombre de crimes de guerre de la part des soldats du FPR et de ses officiers sont la cible de critiques politiques et l'objet de procès criminels en cours.

Ce projet de recherche reconsidère ce que les auteurs ont présenté jusqu'ici : il s'agira de vérifier empiriquement si ce « contrôle social », cette « manipulation idéologique des masses », l'ignorance et la mésinformation sélective, permirent aux meneurs du génocide de mobiliser un grand nombre de personnes et d'exécuter le génocide. Jusqu'ici les auteurs ont simplement supposé que la présence simultanée des deux éléments, la propagande radiophonique et le génocide, était suffisante pour conclure à un apport causal.

## **CHAPITRE 3**

### **PROBLÉMATIQUE ET MÉTHODOLOGIE**

## 1. PROBLÉMATIQUE

La propagande haineuse diffusée par les organes médiatiques constitue une stratégie préorchestrée par les dirigeants du génocide. On comprend bien que la structure organisationnelle des médias était colonisée par celle des dirigeants du génocide. En effet, plusieurs employés des médias avaient des postes clés à l'intérieur des milices ou du gouvernement ou faisaient partie de l'entourage immédiat du président (Desforges, 1999; Melvern, 2004). Les deux étaient profondément alliés et endossaient une idéologie ethnique (hutu) extrémiste qu'ils propageaient. Aussi, les messages médiatiques sont conçus comme un outil de mobilisation des masses, dont l'objectif ultime est d'assurer l'engagement de la population dans des actes génocidaires en produisant les ajustements nécessaires à l'environnement moral conventionnel. Reste à savoir dans quelle mesure les médias radiophoniques sont réellement efficaces pour la concrétisation du génocide.

Nous faisons face actuellement à un biais dans la confirmation de l'hypothèse populaire que les médias sont coupables. Les auteurs vont tous dans le même sens et mis à part l'incrimination rétroactive des actes médiatiques (avant le début du génocide), le TPIR s'est prononcé sans rien apporter de nouveau, ni dans la profondeur de son analyse ou dans son choix d'hypothèses. Tout ce qui est relié de près ou de loin aux médias du génocide consiste en des analyses qualitatives du discours (essentiellement de la RTLM) basés sur des extraits desquels il est impossible de retracer l'origine puisque les études se citent entre elles<sup>10</sup>. Finalement, leurs conclusions tendent toutes à présumer des conséquences probables de la propagande. Les textes les plus intéressants (une infime portion de textes juridiques) tendent à recenser les instances où des massacres ont suivi des annonces à la radio. Évidemment, il s'agit d'instances individuelles, de meurtres isolés et donc, on ignore l'impact global de l'effet radiophonique sur le génocide et il est impossible d'exclure la simple coïncidence. Or, bien que de nombreux chercheurs se soient penchés sur

---

<sup>10</sup> À cet effet, je mentionnerai simplement qu'il m'a été impossible de retracer à travers tout mon corpus empirique, l'extrait des médias la plus impressionnante et sûrement la plus citée « *les tombes ne sont pas encore pleines, qui nous aidera à les remplir ?* »

l'analyse des médias, nous ne disposons d'aucune étude empirique classifiant les stratégies médiatiques de façon impartiale, qu'elles mènent ou non à un acte génocidaire. On ne sait combien d'annonces à la radio *n'ont pas* été suivies de massacres, ni l'étendue des massacres qui *n'ont pas* suivi une annonce à la radio. Ces études se contentent d'une proximité conceptuelle entre le discours de propagande et les actes de génocide pour conclure à une relation méritant d'être expliquée.

Pour rendre entièrement compte du rôle des médias dans le génocide, nous devons d'abord déterminer la présence ou l'absence de concordances entre le message et l'acte. Pour ce faire, les instances où certains comportements génocidaires ne sont pas précédés de messages médiatiques et où les diffusions ne sont pas directement suivies de développements dans le génocide devront être recensées au même titre. La présente étude vise à vérifier cette relation prise pour acquise entre les stratégies radiophoniques et le développement du génocide, en tenant compte de toutes les annonces et de tous les massacres dans une suite chronologique. Dans un deuxième temps, il faudra être en mesure d'expliquer les variations à l'intérieur d'un tel effet médiatique. Après cela seulement, devrait-il être possible d'établir dans quelle mesure les organes médiatiques sont directement responsables du développement d'un génocide. D'où nos questions, 1) cette relation existe-t-elle; 2) est-elle aussi systématique, directe et soumise qu'on l'a laissé paraître? 3) peut-on la *mesurer*?

Comme il le fût soulevé précédemment, l'élément central et donc la valeur ultime de cette recherche repose sur 1) le recensement et la classification des actes médiatiques et 2) l'établissement de leur impact direct sur l'action humaine et finalement, 3) les mécanismes qui font qu'un tel impact s'actualise ou pas.

Pour ce faire, nous avons choisi de faire usage de distinctions couramment employées dans le domaine du renseignement pour catégoriser les messages en 1) incitation générale, 2) directives stratégiques 3) directives tactiques, et mettre la variation de cette distribution du contenu médiatique en parallèle à la progression du

génocide (nombre de victimes). Nous nous intéressons ensuite à la présence systématique ou non de concordance entre le message et l'acte. Les approches théoriques développées dans la littérature et appliquées aux différentes catégories de messages serviront à nuancer cette hypothèse d'influence homogène et singulière du message médiatique sur l'acte concret de génocide. À la suite de cette étude, nous espérons être en mesure de donner lieu à des discussions vers une nouvelle approche dans l'étude de la responsabilité des médias sur le comportement. Cette recherche tentera de procurer une réponse à la question centrale suivante: au niveau groupal et dans un degré considérable de variation interne, quelles stratégies médiatiques sont en mesure de mener au comportement génocidaire?

## 2. MÉTHODOLOGIE

Ce mémoire se base sur une analyse documentaire extensive des diffusions radio rwandaises sur la période du 6 avril au 24 avril 1994 afin d'établir la distribution et l'évolution du contenu médiatique pendant le génocide. Suite à la classification des messages radiophoniques en trois catégories, nous avons constitué trois chronologies médiatiques qui ont été comparées avec les données dont nous disposons sur le nombre de morts au niveau de la préfecture lors de cette même période. Notre évaluation de l'impact des messages consistera à comparer l'évolution temporelle des statistiques relatives au contenu radiophonique et celles des décès.

### 2.1 *Le génocide : constitution de la variable à expliquer*

La banque de données générée concernant l'évolution du génocide provient de données compilées par le *Genodynamics Project* de l'université de Maryland ([www.genodynamics.com](http://www.genodynamics.com)). En 2001, les chercheurs commencèrent à compiler de l'information sur les crimes commis au niveau du district et de la préfecture à partir de deux rapports : *Leave None to Tell the Story* par Human Rights Watch (1999), l'organisme international de droits humains, et *Death, Despair and Defiance* (1995) par African Rights, un organisme de droits humains basé au Rwanda. Trois sources

disposant de couverture nationale sur le crime de masse ont été utilisées pour mesurer l'activité génocidaire : African Rights, Human Rights Watch et un rapport gouvernemental rwandais dressé par le ministère de la jeunesse, de la culture et du sport. Ce projet a également fait usage du recensement de 1992, des données compilées par le centre de gestion de conflit et le centre GIS à l'Université Nationale du Rwanda à Butare et des données de sondage de divers autorités Rwandaises, Belges et françaises, chacune représentant un point de vue différent au sujet du génocide. L'information spécifique concernant certaines préfectures provient de : 1) une association de survivants rwandais du nom d'Ibuka (qui a accumulé de l'information très détaillée sur la préfecture de Kibuye), 2) African Rights (qui a dressé une liste de victimes/événements à Gishyita et Gisovu et aussi à Kibuye) et 3) l'organisation internationale de droits humains Physicians for Human Rights (qui offre une liste des victimes/événements à Kibuye). À ce jour, ils ont entre autres, codé l'information concernant les caractéristiques de l'endroit où s'est déroulée la violence (cellule, district, secteur et préfecture), à quel moment (jour) elle s'est déroulée puis le nombre de victimes au niveau de la préfecture.

La banque de données fut ainsi conçue à partir de plusieurs sources distinctes. Celles-ci incluent : le gouvernement rwandais, les organisations communautaires rwandaises et les organisations internationales. À travers les sources, plusieurs endroits sont bien détaillés (ex. Kibuye, Butare et Kigali-ville) alors que pour d'autres, il y a très peu d'information (ex. Ruhengeri et Byumba). Conséquemment, il fût extrêmement important de tenir compte de ces limites sur la provenance de l'information au sujet du développement du génocide et un effort fût réalisé, en étudiant le phénomène au niveau de la préfecture, pour ne pas généraliser l'évènement rapporté par une source qui a une couverture limitée de tout le pays.

## *2.2 Contenu radiophonique : constitution des variables indépendantes*

Les données requises pour investiguer les hypothèses de recherche proviennent de deux endroits. Les transmissions audio des medias, incluant 303

émissions diffusées lors du génocide, ainsi que la totalité des transcriptions du procès sur les médias<sup>11</sup>, m'ont été fournies par M. Allan Thompson, professeur adjoint de journalisme à l'École de journalisme et des communications de l'Université Carleton. Cette banque de données inclue du matériel provenant du Tribunal Pénal International pour le Rwanda et recueilli lors du procès des médias. Certains documents ont été fournis par la journaliste britannique Linda Melvern qui assembla une collection massive de documents reliés au génocide lors de ses recherches documentaires pour son livre sur le génocide rwandais. D'autres documents ont été accessibles grâce à l'amitié qui unissait M.Thompson et le sénateur Roméo Dallaire, bien connu pour son implication dans la réflexion portant sur le génocide, les médias et le déroulement de ce conflit. Il s'agit d'une collection de matériel jamais réuni à ce jour et exceptionnelle par la multitude de sources réunies et la quantité de diffusions amassées, certaines n'ayant jamais été incluses dans une recherche empirique.

Plusieurs centaines de diffusions utilisées dans cette analyse ont été déposées en preuve dans le procès des médias. Le procès se penchait largement, sur ces diffusions qui représentaient, selon l'interprétation des parties, le matériel le plus incriminant. Dans ce sens, le tribunal parcouru en particulier les diffusions qui faisaient référence aux questions d'ethnicité et celles qui lançaient des appels à la population à poser des actes (TPIR, 2003b : 118). La sélection des cassettes fût guidée par les témoins experts (Alison DesForges et Jean-Pierre Chrétien) et les cassettes retenues sont considérées comme étant représentatives du contenu total de toutes les émissions radiophonique (Rapp. 16.02.2003) alors qu'elle n'était ni totale ni aléatoire. Les cassettes furent créées par des auditeurs, il n'y avait aucune archive médiatique. Le TPIR reçut des cassettes de 16 sources différentes, souvent avec très peu d'information sur celui qui enregistra l'émission. La banque de données utilisées dans cette recherche fait usage d'autres sources pour compléter celles du procès en vue d'assurer une meilleure représentativité et considérer ces messages n'ayant aucun

---

<sup>11</sup> Les procès (jugements et verdicts) ont été utilisés pour compléter les transcriptions des diffusions radiophoniques puisque plusieurs diffusions y étaient traduites et plusieurs sources y ont été comparées. Nécessairement, j'avais en main la version originale et une personne parlant français et Kinyarwanda me confirmait la concordance.



lien avec les tueries. Ceci dit, il est possible que cette provenance « juridique » soit surreprésentée dans mes documents et mes capacités individuelles ne m'ont pas permis de m'investir dans l'effort de recherche nécessaire à la prétention d'éviter tout biais d'information.

Les diffusions incluent tous les différents types de programmes soit : les monologues, les dialogues, les discussions de groupe, les interviews, les discours politiques et les bulletins de nouvelles. Dans certains cas, les journalistes lisent des lettres ou des communiqués politiques en provenance de différents partis politiques. Ces cas seront aussi couverts par cette étude. Ces différents types s'entremêlent et sont également représentés dans le matériel analysé. Aussi cette étude n'aura recours qu'à la date de la diffusion, et à la présence du type de diffusion, étant donné notre objectif principal de rendre une classification chronologique du matériel de façon représentative à des fins de comparaison.

### *2.2.1 Catégorisation du contenu*

Dans la réalisation d'une analyse de contenu documentaire, le danger est qu'une approche subjective soit adoptée. Les chercheurs tentent parfois d'appuyer leur propre index analytique de propagande par la sélection unique des instances où le message correspond à leurs attentes. D'autre part, si aucune catégorisation n'est préalablement établie, il est très probable que la recherche résulte d'un modèle orienté par les données et limité par l'échantillonnage extrait d'un environnement médiatique particulier (Malesic, 1997 : 8). De telles catégories devraient cependant varier selon la nature et les particularités des données (Berg, 2001 : 248). Le chercheur doit se familiariser avec le contenu, la structure et la nature générale du matériel pour être en mesure de créer des catégories suffisamment précises pour capturer les nuances à l'intérieur des textes (Hansen et al., 1998 : 107).

Ces deux stratégies de sélection ont guidé le choix de nos catégories. Une approche déductive utilise un schéma suggéré par les perspectives théoriques. Une

approche inductive débute par une exploration des textes de la part du chercheur dans le but d'identifier les dimensions ou les thèmes qui semblent être significatifs (Berg, 2001.p.245).

Les concepts théoriques à l'origine de nos catégorisations sont couramment utilisés dans le domaine du renseignement. Ils seront adaptés et définis dans le contexte de cette recherche pour augmenter leur fiabilité dans nos analyses. Ainsi, les termes retenus sont directement liés à la nature du contenu et le degré de précision (ex. indications précises vs générales, cibles individuelles vs groupales) des diffusions radiophoniques. Ces catégories incluent également une large proportion de messages n'ayant pas été retenus à des fins judiciaires, par des témoins experts, historiens et sociologues s'étant attardé aux documents et messages confirmant la culpabilité des médias et nous irons également vérifier l'hypothèse contrastante par la sélection de messages n'ayant pas précédé ou suivi de développements dans le génocide.

L'analyse documentaire implique généralement une forme ou une autre de réduction du contenu documentaire (Ryghaug, 2002 : 321). Ainsi, la classification peut donner l'impression d'un style de diffusion plus semblable qu'il ne l'est en réalité. Dans ce sens, il importe de préciser que les types de messages existent dans un continuum plutôt que dans une forme « pure ». Holsti (1969 : 95) présente les principes généraux dans la construction de catégories : ces catégories devraient refléter l'objectif de recherche, être exhaustives, être mutuellement exclusives et être dérivées d'un principe de classification isolé. Cela dit, ces principes ont été établis accordant peu d'importance à l'analyse documentaire quantitative et doivent être relativisés pour conserver leur importance dans cette étude. Par exemple, les médias utilisent plusieurs niveaux de discours à l'intérieur d'une même diffusion consécutive et donc, ce contenu se distribue en plusieurs catégories. Le critère d'exclusivité aurait rendu difficile la prise en compte du degré de variation interne des diffusions et aurait certainement diminué la validité de la recherche. Cela explique la forme en pourcentage plutôt qu'en nombre de diffusions, témoignant de la variation en termes

de présence de certains types de messages à l'intérieur d'une même et seule diffusion. Ainsi, la recherche demeure représentative de chacun des types de messages employés à l'intérieur d'une même journée et non seulement du type de diffusion (une diffusion comporte plusieurs messages et équivaut à une émission). Le message est retenu comme unité de base.

Même quantitative, l'étude doit utiliser des catégories qui reflètent l'objectif de recherche. L'analyste doit clairement définir les variables qu'il/elle a choisies (définition conceptuelle) et il/elle doit spécifier les indicateurs qui déterminent si un regroupement de données, messages, se classifie à l'intérieur d'une certaine catégorie (la définition opérationnelle). Une bonne définition opérationnelle obéit à deux critères : elle est une représentation valide des concepts du chercheur et est suffisamment précise pour produire des jugements fiables. Les définitions conceptuelles dans cette étude sont concrètes puisqu'elles réfèrent directement à l'utilisation d'un discours de propagande et les définitions opérationnelles sont en liens avec elles. De plus, les catégories de message utilisées dans cette étude ont été utilisées dans le passé et se fondent sur des théories criminologiques. Conséquemment, l'opérationnalisation des catégories utilisées sont des représentations valides des définitions conceptuelles.

Le contenu médiatique pour la période entre le 6 avril et le 3 juillet 1994 fut classifié selon quatre catégories de messages. La première « neutre » constitue le contenu de la radio qui ne touche pas le conflit ethnique ou le génocide. Les trois autres constituent les facteurs dont l'impact est à mesurer :

1) les *directives tactiques* désignent l'information nécessaire pour concrétiser des actes très précis au niveau de base, s'adressant directement à l'acteur, dans une temporalité immédiate. Par exemple, il s'agit de tout message identifiant certains individus ou des groupes à tuer, l'identification de lieux et l'explicitation de directives spécifiques pour commettre l'acte génocidaire (armes à utiliser etc.). Il s'agit de la catégorie de messages la plus concrète, par exemple :

[...] il est 7 heures 36 à Kigali et nous continuons à vous donner des informations sécurités pour la ville de Kigali, notamment aux alentours de la colline de Mburabuturo dans le bois, des gens se déplacent, des mouvements suspects, des personnes sont constatées et observées depuis les collines d'en face...habitants de Rugunga et de Kanogo côté station, faites attention, allez surveiller ce bois, veillez donc à la sécurité et que des Inyenzi ne s'y soient pas introduits (11 avril 1994).

2) les *directives stratégiques*. Cette information permet d'avoir une compréhension du plan génocidaire. Il s'agit d'information au niveau du groupe, d'une cellule d'acteurs génocidaires. Ces directives se situent au niveau intermédiaire : elles n'incluent aucune précision quand à la méthodologie concrète et la façon de réaliser l'objectif stratégique (contrairement au renseignement tactique), tout en étant plus précises que les simples messages idéologiques. Elles se concrétisent par une verbalisation de l'objectif ultime, du plan d'extermination et de la situation dans laquelle cet acte s'insère. Par exemple, il s'agit de l'articulation d'objectifs concrets, de la mobilisation de gens, de relater l'état de la situation sur le terrain :

Dans le secteur des opérations militaires à Ruhengeri, nos forces armées tiennent bon. L'ennemi essaie de s'infiltrer mais sans succès. Il est demandé à la population de redoubler d'efforts et de s'associer avec les forces armées de cette région en vue du maintien de la sécurité tel qu'ils l'ont déjà prouvé (29 avril 1994).

3) l'*incitation générale* constitue le niveau le plus abstrait du contenu, servant à dresser l'idéologie extrémiste anti-Tutsi et permettant de favoriser la haine, le mépris envers le groupe victime, finalement de faciliter la réalisation du génocide sans toutefois en donner la procédure. La critique ou les menaces à l'égard d'individus ou d'opposés politiques, les encouragements aux tueries, les justifications des atrocités commises se retrouvent tous sous cette catégorie de message. Un message pouvant être qualifié de la sorte est celui du journaliste Kantano Habimana, sur les ondes de la RTLM :

Ils devraient tous se lever de sorte que nous puissions tuer les Inkotanyi et les exterminer. La raison pour laquelle nous allons les exterminer est qu'ils appartiennent à un groupe ethnique. Remarquez la taille et

l'apparence physique de la personne. Regardez simplement son petit nez et brisez-le lui (RTL, 4 juin 1994)

Pour en arriver à ce calcul, nous avons recensé le nombre de lignes pour chaque type de message puis comparé ce chiffre à l'ensemble de lignes dans la transcription de l'émission. Nous avons procédé de la même façon pour chaque émission retranscrite. Si nous ne disposions que de l'enregistrement vocal, une retranscription était faite, puis le même processus accompli. En présence de plusieurs émissions par journée, nous avons effectué la moyenne représentative du contenu quotidien fondé sur l'hypothèse qu'aucune émission n'avait plus d'importance qu'une autre. Aussi, les messages « neutres », bien qu'ils aient été comptabilisés, ne seront pas analysés. Finalement, ces chiffres sont représentatifs de 303 heures de contenu radiophonique, la distribution des sources est multiple et ne provient pas que d'une station de radio. Le seul critère d'inclusion du contenu médiatique est qu'il provient d'une station radiophonique ayant diffusé entre la période du 6 avril au 16 juillet 1994, période retenue initialement comme contexte génocidaire. Il est possible d'affirmer que le contenu médiatique retenu, bien qu'il ne s'agisse pas de l'ensemble de la diffusion pour les jours visés, est représentatif des médias rwandais à cette période.

### 2.3 *Fiabilité*

Être fiable signifie que des mesures répétées avec le même instrument sur un certain échantillon spécifique de données devraient toutes mener aux mêmes résultats (Holsti, 1969 : 135). La fiabilité ne se résume pas en fonction des habiletés du codeur, de son intuition et de son expérience, mais repose grandement sur la clarté de ses catégories, de ses barèmes de codage et du degré d'ambiguïté dans ses données. Parce que la nature des données est généralement au-delà du contrôle du chercheur, les opportunités d'augmenter la fiabilité de la recherche se limitent généralement à l'amélioration du codage ou des catégories (Holsti, 1969 : 135). La *fiabilité individuelle* ou *fiabilité interjuges* témoigne du degré d'accord entre différents codeurs (Holsti, 1969 : 136). Une analyse documentaire ne saura être répliquée par

tous les chercheurs sous toutes les circonstances, mais il devrait être possible pour un chercheur de parvenir aux résultats d'un autre en procédant de la même façon.

La fiabilité des catégories dépend de la capacité du chercheur à formuler des catégories pour lesquelles les preuves sont si évidentes qu'un évaluateur compétent acquiescerait à un degré suffisamment élevé sur les items d'une certaine population appartenant à la catégorie (Holsti, 1969 : 136). Une classification préliminaire de certains documents permet au chercheur de déterminer quelles catégories nécessitent plus de clarification. Un tel essai a été conduit sur les transcriptions au hasard et des ajustements ont été faits. Aucune nouvelles catégories ne furent ajoutées mais les définitions opérationnelles des catégories ont été adaptées.

#### 2.4 Validité

Une inférence valide dépend qu'un instrument mesure réellement ce qu'il tente de mesurer (Holsti, 1969 : 142; Hellevik, 2002 : 183). La *validation de contenu* s'établit généralement par le jugement informé du chercheur. Il s'agit d'une méthode qui consiste à analyser le contenu du test afin de s'assurer qu'il est représentatif en tant qu'échantillon de l'objet à l'étude. Le chercheur doit donc juger de la plausibilité des résultats avec d'autres informations sur le phénomène à l'étude. Cela ne veut pas dire nécessairement que l'auteur doit parvenir aux mêmes conclusions que d'autres études, simplement, s'il parvient à des résultats diamétralement opposés, il doit le faire sur des postulats de base qui ont été établis par la littérature sur son objet d'étude. La *validité de construit* ne se soucie pas de valider la mesure mais la théorie sous-jacente à la mesure (Holsti, 1969 : 148). En somme, la *validité de contenu* dépend de la correspondance entre la réalité et les résultats tandis que la *validité de construit* dépend de la relation entre les résultats et la théorie pouvant éclairer l'objet d'analyse (Andrén 1981 : 53).

Plusieurs chercheurs ont souligné l'utilisation de la propagande lors du génocide rwandais. Bien que nous n'ayons pu recenser aucune recherche s'étant attardé aux messages n'ayant aucune relation avec la progression du génocide ou

étudiant les médias autrement que pour prouver leur rôle dans le génocide, nos catégories ne contredisent pas les types de propagande utilisées par les médias et identifiées dans la littérature à ce jour. Pourtant, cette accumulation de preuves confirmant le lien d'avance est un important facteur pouvant mener à certains problèmes quant à la *validité de construit* des précédentes études ou démarches judiciaires. Un autre problème vient du fait que la majorité des théories sur la propagande moderne a pris naissance dans le monde occidental. Ces théories peuvent-elles être appliquées au contexte africain, plus spécifiquement rwandais, sans aucun ajustement? Pour nous permettre d'en juger, une section du chapitre deux est particulièrement réservée à dresser l'histoire des médias et son contexte au Rwanda.

### 3. STRATÉGIES D'ANALYSE

Selon les données à notre disposition, le registre total de victimes lors de la période retenue (du 6 avril au 24 avril 1994) représente plus de 90 pourcent du nombre total de victimes dénombrées pour la totalité du génocide. De ce fait, il semble qu'il s'agit d'une coupure défendable. Les données du 2 au 30 avril ont été délibérément mises de côté étant pratiquement nulles à plusieurs préfectures. Stratégiquement, l'analyse n'est valide que pour cette période puisque les données ne sont plus systématiques à partir de ce point.

Tout d'abord, une analyse qualitative du contenu des messages médiatiques à l'étude simplement pour en tirer (en pourcentage) l'importance de leur présence dans le contenu total de diffusion et conséquemment classer la distribution des messages radiophoniques en chronologie. La deuxième partie de l'analyse consiste essentiellement en une comparaison statistique de deux chronologies : celle de la distribution des messages médiatiques et celle du nombre de victimes du génocide par préfecture.

En plus des logiciels d'analyse statistique d'usage (SPSS, EXCEL) nous avons choisi de se servir du *Change point analyzer* pour porter les chronologies en

graphique et parvenir à identifier la présence et l'absence de concordances de façon temporelle, la nature du changement de pentes observé et l'ampleur de cet effet. *Le Change Point Analyser* est un logiciel d'analyse statistique relativement simple conçu pour identifier et caractériser les changements de pentes se produisant dans une série de chiffres. Ce logiciel permet l'analyse des seuils caractérisant la relation entre deux variables. Précisément, il s'agit d'une méthode analytique qui tente d'identifier le moment précis dans la distribution des données où les caractéristiques des valeurs rapportées avant et après ce point sont significativement différentes. Ce point représente un changement de pente ou une singularité dans la variation générale des données. Pour ce faire, le change point analyser fait entre autre usage de la réduction de déviations. Ainsi, il identifie le point dans la distribution des données où la somme des déviations de chaque côté de ce point est au plus bas en comparaison à la déviation générale présente dans tout l'échantillon. Le pourcentage d'erreur de réduction est ensuite calculé. Ce processus est répété pour la série de chiffres en entier, évaluant systématiquement ce point afin de minimiser les risques d'erreur de réduction. En fait, il nous dira à quel degré il est certain que ce changement a eu lieu et également la certitude à laquelle ce changement a eu lieu au temps où il est prédit à l'intérieur de limites fixées. Notre choix s'est porté sur ce logiciel car nous ne disposons que de 19 jours d'observations fiables sur le nombre de victimes, ce qui est trop peu pour une analyse bivariable conventionnelle fiable. À cela s'ajoute l'incertitude des méthodes de recensement et la grande variation dans les données selon les sources qui ont comptabilisé les victimes lors du génocide ce qui limite la fiabilité des données de laquelle dépendrait un test statistique plus complexe. De plus, cette analyse démarre sur l'hypothèse que le nombre de victime varie de la même façon à l'intérieur de chaque préfecture. Les données ne vont pas dans ce sens : certaines préfectures connaissent d'importants massacres (191 835 victimes le 15 avril à Butare, comparativement à 68 victimes pour toute la durée du génocide à Byumba ; certaines seront touchées constamment, d'autres plus rarement). D'une autre façon, on pourrait prendre pour acquis que la radio agit sur toutes ces localités de la même façon. Logiquement, l'effet radiophonique serait homogène au même titre que la diffusion des messages. Ceci est peut-être vrai concernant l'idéologie



prônée par les médias mais nous la remettons sérieusement en doute pour déterminer l'effet des directives (stratégiques et tactiques) de nature sélective et localisée.

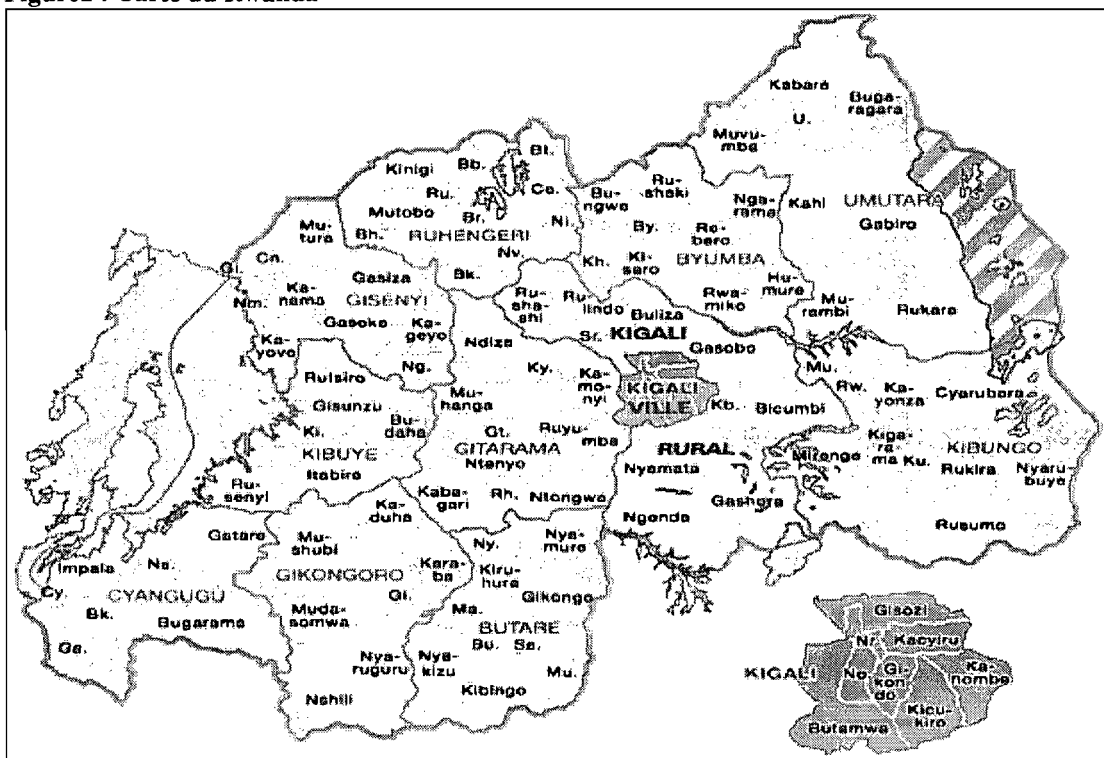
## **CHAPITRE 4**

### **DÉROULEMENT DU GÉNOCIDE ET DES ACTIVITÉS RADIOPHONIQUES**

## 1. ÉVOLUTION DU GÉNOCIDE

Lors du génocide, le Rwanda se divisait en quatre niveaux géographiques (en ordre décroissant) : les préfectures, les communes, les secteurs et les cellules. À ce moment, le Rwanda comptait onze préfectures<sup>12</sup> : Butare, Byumba, Cyangugu, Gikongoro, Gisenyi, Gitarama, Kibungo, Kibuye, Kigali Rural, Kigali Ville, Ruhengeri.

Figure1 : Carte du Rwanda



<sup>12</sup> Le premier janvier 2006, le gouvernement rwandais décida d'établir de nouvelles provinces et ainsi adresser certains facteurs contributifs à l'escalade de la violence qui mena au génocide de 1994. Le but premier est de décentraliser le pouvoir puisqu'on sentait que le système gouvernemental centralisé du Rwanda fût un vecteur important dans le génocide. Deuxièmement, les nouvelles provinces sont plus 'multiethniques' que les onze antécédentes, ce qui tend à affaiblir les clivages ethniques. Cette nouvelle distribution du territoire géographique permettra aussi d'éliminer le lien que les 11 préfectures antécédentes portaient au génocide.

Les données recensées sur le nombre de morts lors du génocide proviennent essentiellement de la banque de données constituée par le *Genodynamics project* de l'université du Maryland<sup>13</sup>.

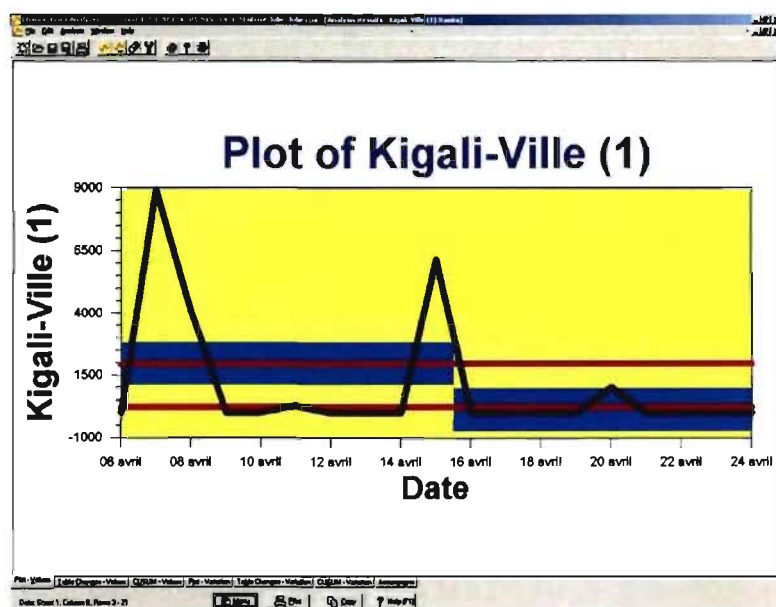
**Tableau I. Victimes lors du premier mois du génocide par préfecture.**

Date	Kigali-Ville (1)	Kigali-Rural (2)	Byumba (3)	Kibungu (4)	Butare (5)	Gitarama (6)	Gikongoro (7)	Ruhengeri (8)	Giseny (9)	Kibuye (10)	Cyangugu (11)	Total
6	0	0	0	12640	0	0	0	0	1	0	1130	13771
7	8921	20929	0	209	0	0	6022	348	363	2	10	36804
8	4040	42128	0	15065	12	0	0	0	0	1250	8007	70502
9	1	502	0	3081	0	0	5	0	3312	13200	4500	24601
10	31	47110	0	7326	0	0	0	26	10060	0	1626	66179
11	300	18002	0	58	0	8200	0	0	0	61340	2401	90301
12	0	39000	0	37006	0	0	11000	6040	0	24245	1956	119247
13	1	55200	0	14013	30	0	0	40	8000	1000	3878	82162
14	0	100	0	15087	0	7400	0	0	0	20000	2204	44791
15	6164	12531	0	21250	191835	700	48	100	380	23000	5591	261599
16	0	30000	0	37123	2000	0	300	0	0	5065	1	74489
17	0	0	0	20614	8070	590	0	0	0	0	62	29336
18	0	0	0	0	8063	0	127	0	0	0	0	8190
19	0	200	68	4142	150981	23700	0	0	0	0	116	179207
20	1000	33725	0	90	66028	41562	0	0	0	0	0	142405
21	0	0	0	1000	63630	14000	30000	0	0	0	3000	111630
22	0	0	0	0	143126	8695	0	0	0	0	0	151821
23	0	0	0	2000	33438	720	0	0	0	0	0	36158
24	0	0	0	0	38302	1982	0	0	0	10000	0	50284
25	0	0	0	0	16000	0	1	0	0	0	0	16001
26	0	0	0	0	1414	209	0	0	0	0	0	1623
27	0	0	0	0	17230	0	0	0	0	0	0	17230
28	0	400	0	0	234	0	0	0	0	0	0	634
29	0	0	0	0	6000	0	0	0	0	0	0	600
30	200	8000	0	0	2880	0	0	0	0	0	0	11080

Les chiffres rapportés montrent une géographie du génocide et bien que les données obtenues aient nécessairement des limites importantes qui seront discutées plus loin, on peut y dégager certains constats à ce niveau. On y voit bien que le déclenchement ne fut pas instantané à tous les endroits et qu'il existe une disparité dans l'évolution du génocide. L'analyse CPA, montre bien que les variations temporelles dans le massacre sont significatives et non un simple effet aléatoire (voir figures 2, 3 et 4).

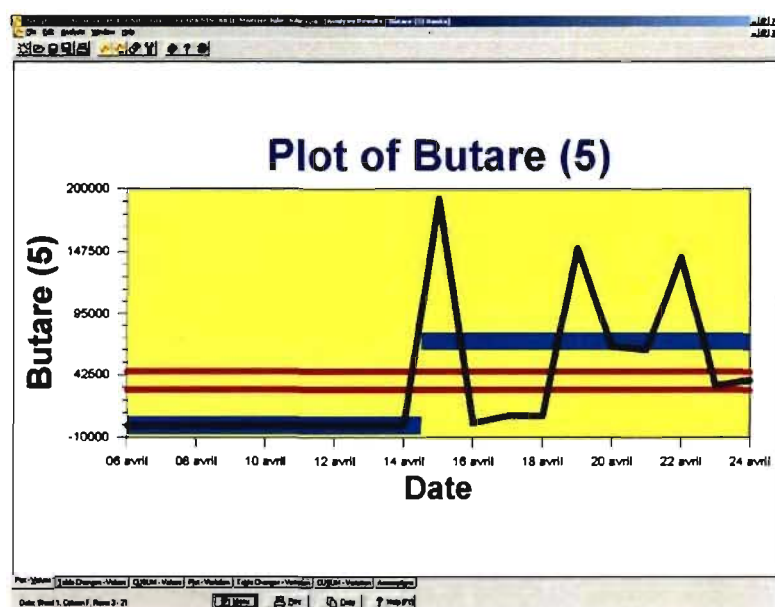
<sup>13</sup> Cette recherche est décrite davantage dans la section *sources* du mémoire.

Figure 2 : Changement de pente pour Kigali-Ville



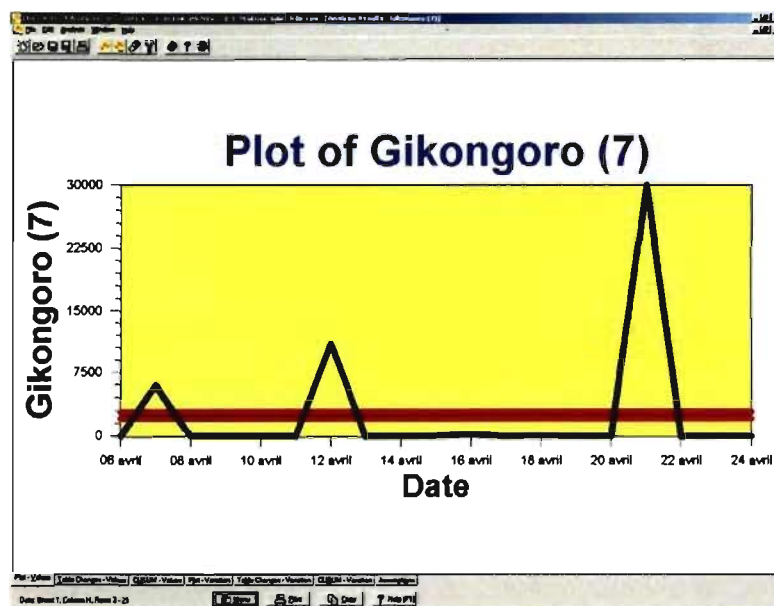
Un taux élevé de morts entre le 6 et le 16 avril puis une diminution considérable le 16 avril, moment où un changement de pente significatif a été détecté à six régions : - 100% à Ruhengeri, -94% à Kigali-Ville, -100% à Gisenyi, -93% à Kibuye, -93% à Cyangugu puis -87% le 17 avril à Kigali-Rural. Avec des diminutions de cette ampleur, le nombre de morts devient pratiquement nul suivant ce changement de pente.

Figure 3 : Changement de pente pour Butare



Deux préfectures subissent, au contraire, une augmentation considérable de mortalité peu avant le 16 avril (de 6396 morts à 24182 morts le 12 avril pour Kibungu et de 5 morts à 70547 morts le 15 avril pour Butare) et une autre peu de temps après (de 1299 morts à 32631 morts le 19 avril pour Gitarama), dates respectives qui semblent indiquer le déclenchement du génocide à ces endroits qui continueront d’être affectés par la suite. Ces préfectures se démarquent ne subissant pas de baisse significative du nombre de morts le 16 avril. La fin des tueries à ces endroits, se produira beaucoup plus tard ( le 21 avril à Gitarama, le 24 avril à Kibungu et après avril pour Butare).

Figure 4 : Changement de pente pour Gikongoro



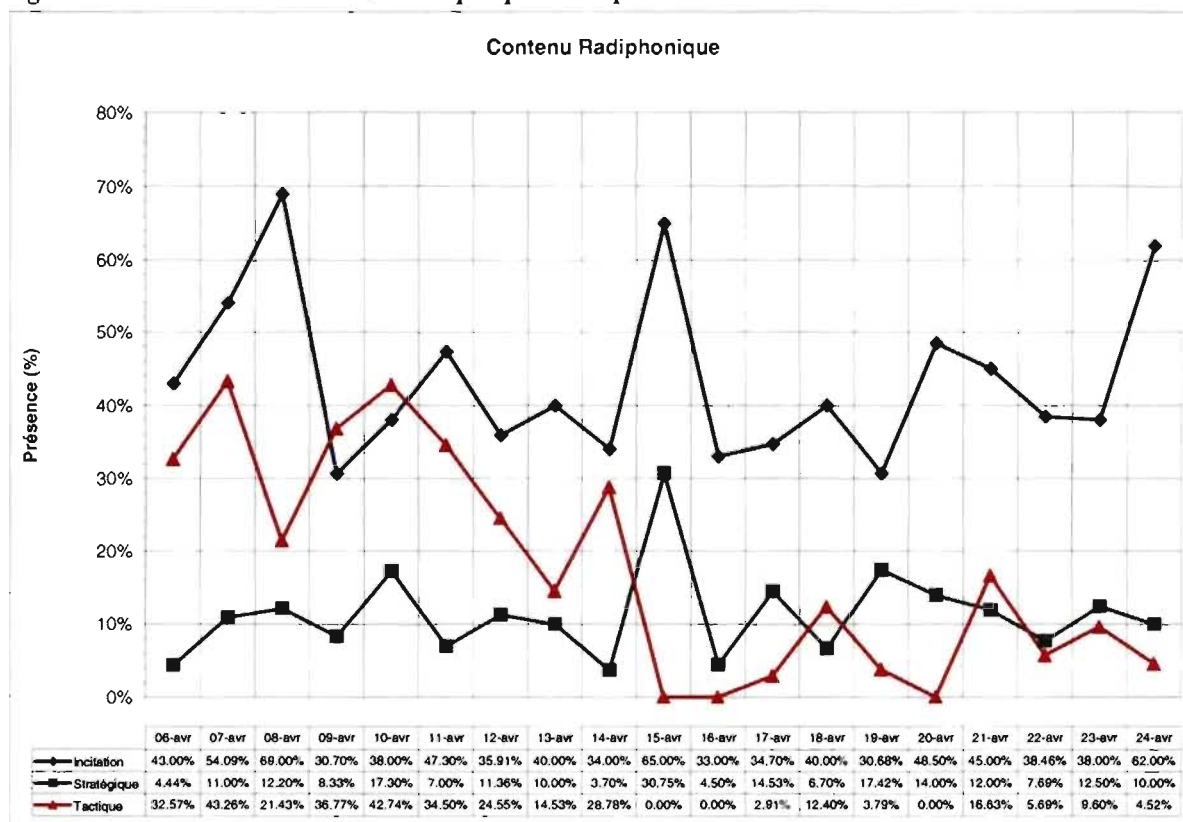
Deux préfectures présentent une évolution atypique. Ces préfectures sont distinctes, n'affichant pas de changement de pente significatif dans l'évolution du génocide à ces régions. Ces résultats s'expliquent sans doute en partie par le manque d'information pour Byumba (une seule donnée : 68 morts le 19 avril) et Gikongoro (6 données/dates pour 47 502 morts, dont 30 000 morts le 21 avril).

Finalement, pour l'ensemble du territoire réuni, aucun changement de pente significatif n'est noté pour le mois d'avril. Toutefois, il est utile de préciser que toutes les préfectures indiquent une baisse importante de mortalité à partir du 24 avril. Le seul cas qui semble se distinguer de cette proposition étant Butare.

## 2. CONTENU RADIOPHONIQUE

Notre analyse qualitative du contenu radiophonique entre le 6 et le 24 avril a permis d'identifier trois types de messages selon leur directivité : l'incitation générale, les directives stratégiques et les directives tactiques, quantifiées selon le pourcentage en présence pour chaque date.

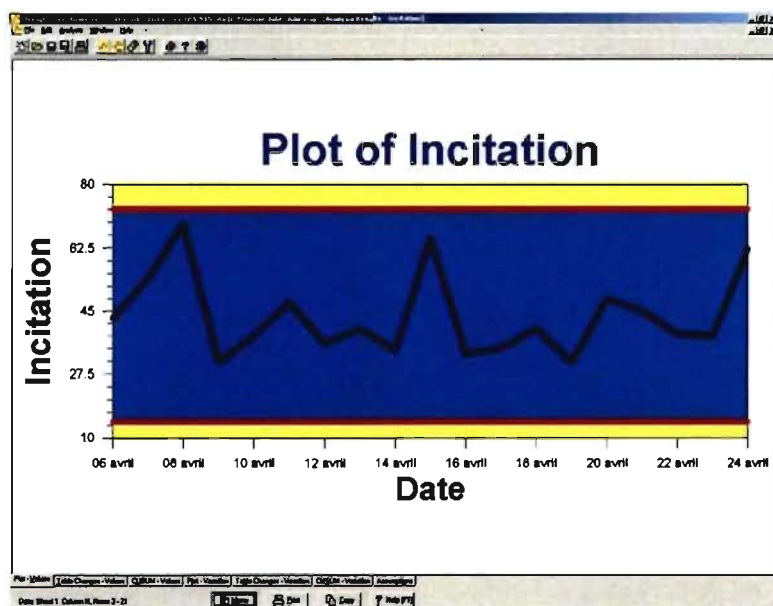
Figure 5. Évolution du contenu médiatique quotidien pour le mois d'avril 1994



Les données obtenues permettent d'illustrer le déploiement des messages à l'intérieur du mois d'avril et d'en identifier les tendances générales. Une analyse plus poussée avec le *Change Point Analyser* mène à deux constats : premièrement, l'incitation générale occupe une présence prépondérante dans le contenu médiatique ( $M_{tot}=43.54\%$ ), étant quatre fois plus importante que les directives stratégiques ( $M_{tot}=11.34\%$ ) et deux fois et demie plus importante que les directives tactiques ( $M_{tot}=17.61\%$ ). Deuxièmement, la courbe de l'incitation et celle des directives stratégiques sont relativement semblables, alors que celle des directives tactiques évolue de manière différente au cours du mois.

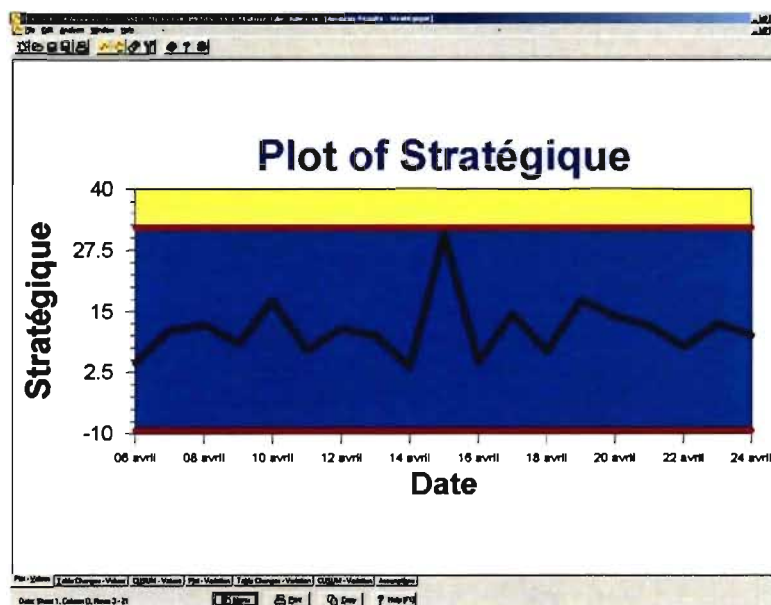


Figure 6. Changement de pente pour l'incitation générale



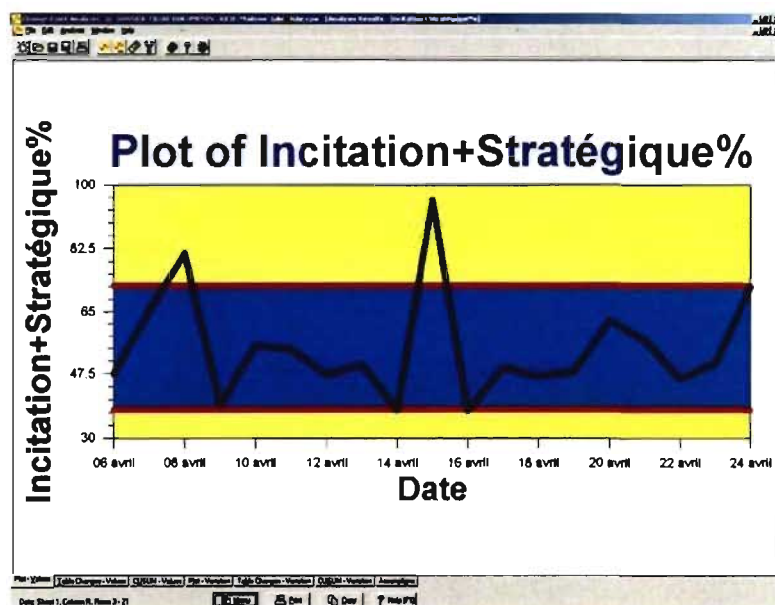
Rappelons brièvement que l'incitation générale est constituée de messages propagandistes d'ordre idéologique qui tente d'inciter à la haine ethnique. Cette propagande ethnique est présente du début à la fin du mois d'avril, variant d'un minimum de 30.6% (19 avril) à un maximum de 68% (le 8 avril). Selon le logiciel d'analyse, aucun changement significatif ne serait détecté dans la présence de l'incitation sur les ondes et ce, sur toute la période étudiée.

Figure 7 : Changement de pente pour les directives stratégiques



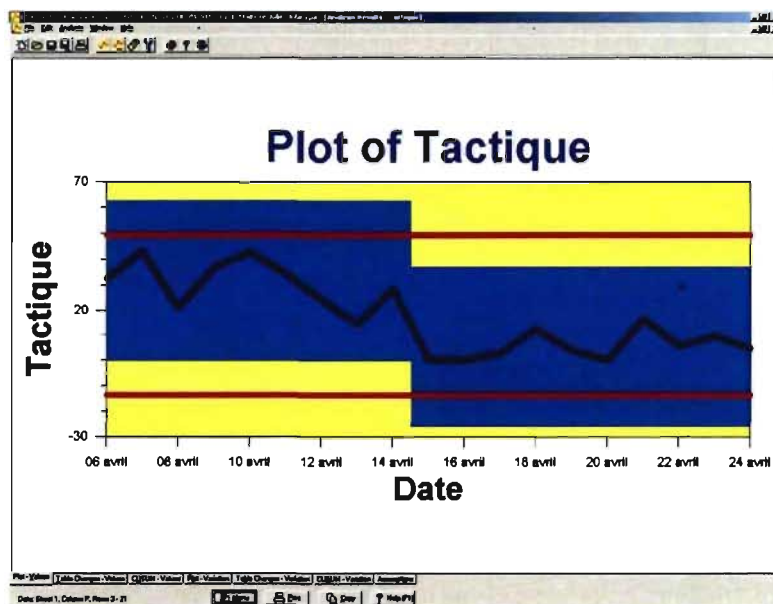
Les directives stratégiques ont elles, des cibles d'action au niveau groupal, étant à la fois plus spécifique dans ses indications que l'incitation générale et moins spécifique que les directives tactiques. Ce type de message est, toujours selon nos données, présent du début à la fin de la période étudiée, variant d'un minimum de 2.6% (le 29 avril) à un maximum de 30.7% (15 avril). Notons que ce type de messages radiophonique ne subit aucun changement de pente significatif lors de la période étudiée et ceci, bien qu'il varie beaucoup plus que les deux autres types de messages. Cela est sans doute dû à la faible quantité de messages classés dans cette catégorie. Ainsi, étant donné la correspondance de cette courbe à celle de l'incitation, nous avons procédé à la fusion des deux catégories (figure suivante).

Figure 8 : Changement de pente pour les directives stratégiques et l'incitation



De ce regroupement, nous avons constaté que lorsque combiné à l'incitation générale, les directives stratégiques ne sont pas plus influentes et qu'aucun changement significatif dans le comportement des données ne peut être observé. De l'autre côté, un changement de pente négatif le 12 avril (- 31%) est obtenu lorsque nous combinons les trois types de messages propagandistes (12 avril= -31%) laissant présumer l'influence distincte des directives tactiques. Aucun changement de pente positif n'est observé en combinant différemment les trois types de messages radiophoniques.

Figure 8 : Changement de pente pour les directives tactiques



Le dernier type de messages identifié dans le contenu radiophonique sont les directives tactiques, qui constituent des directives très précises au niveau des opérations pratiques du génocide (identification de gens, de lieu ou d'armes et méthodes). Ce type de message, est pour sa part absent à trois dates du mois d'avril (15, 16, 20), varie d'un minimum donc de 0% à ces dates vers un maximum de 43% le 7 avril. Les données se comportent de telle sorte qu'un changement de pente est observé le 15 avril pour ce type de message, donnant lieu à une diminution de 82% en présence dans le contenu radiophonique quotidien.

### 3. EFFET DU CONTENU MÉDIATIQUE SUR LA PROGRESSION DU GÉNOCIDE

Il est utile de rappeler qu'il s'agit ici de mesurer l'effet des messages radiophoniques sur le déroulement du génocide. Il est possible que certaines émissions aient convaincu certains individus de participer aux massacres; cependant, nous nous sommes intéressé à l'effet de masse du contenu médiatique.

### *3.1 Incitation et propagande générale*

Les directives stratégiques et l'incitation générale, de façon individuelle autant que lorsqu'elles sont combinées, n'ont pas l'effet présumé sur le nombre de morts puisqu'aucun changement significatif dans leur présence sur les ondes n'est détecté. Les données démontrent même une augmentation de leur présence le 23 avril. Or, à partir de cette date, le nombre de morts de toutes préfectures confondues, ne subit aucun changement significatif qui laisserait croire en un effet médiatique. Qui plus est, le nombre de morts sur l'étendue du territoire semble même décroître abruptement à cette date, ce qui montre une tendance opposée. L'hypothèse contraire, à considérer, est que la diminution généralisée des activités génocidaires a porté les diffuseurs à augmenter leurs appels à la haine ethnique.

### *3.2 Directives tactiques*

Pour leur part, les directives tactiques diminuent de 82% le 15 avril, et cette baisse correspond à une diminution visible du nombre de morts dans six des onze préfectures ( $M_6 = -95\%$  du nombre de morts) Ruhengeri, Kigali-Ville, Gisenyi, Kibuye, Cyangugu puis Kigali-Rural. Il s'agit du seul type de message à varier de façon significative de telle sorte que le changement de pente observé concorde avec une baisse significative de la mortalité. Soulignons toutefois qu'une augmentation significative (+70 542 morts) de la mortalité est observée à Butare ce même jour, ce qui infirme la thèse de l'impact radiophonique à cet endroit. Dans le cas de Gitarama, la hausse de mortalité le 19 avril ne peut être vraisemblablement reliée à la présence ou à l'absence des directives tactiques, de même que nous suggère l'évolution de la mortalité (hausse le 12 avril puis baisse le 18 avril) à Kibungo.

### *3.3 Discussion*

Les chiffres qui précèdent montrent qu'il est impossible de conclure en l'existence d'une relation entre le contenu radiophonique et le génocide de façon généralisée : l'évolution du contenu radiophonique ne concorde pas avec le

déroulement du génocide pour toutes les préfectures. Les instances où il ne concorde pas avec le nombre de victimes sont trop nombreuses pour conclure au-delà de la simple « coïncidence ». À cette échelle, les changements de pente observés dans le contenu radiophonique et dans le nombre de victimes suggèrent que les messages ne donnaient pas toujours place à des tueries, et les tueries ne suivaient pas nécessairement une fluctuation du contenu radiophonique.

Cependant, lorsqu'un découpage géographique est effectué, certaines concordances intéressantes apparaissent, pour un type précis de contenu radiophonique. En effet, les directives tactiques semblent décroître de façon significative en concordance avec le taux de mortalité chiffré pour six des onze préfectures recensées et ce, à une journée près.

Ce type de message se distingue par sa directivité et en ce sens, à la fonction qu'on les médias d'inscrire les gens dans une idéologie s'ajoute celle, plus concrète, de faciliter les massacres, de diriger les tueries de manière à faire progresser le génocide.

### *3.3.1 Variation de l'effet radiophonique sur le territoire*

Selon les résultats d'analyse, l'évolution du contenu radiophonique n'est pas systématiquement liée au nombre de victimes au niveau local et national. Parfois même, cet effet est inverse et le déroulement du génocide tend à concorder avec un changement opposé dans le type de messages propagandistes. Ainsi, on constatera que certaines préfectures ont un déclenchement tardif du génocide (Butare, Gitarama) qui correspond à la diminution des directives tactiques. Parfois même, un changement dans le taux de mortalité sera suivi, plutôt que précédé par une modification des messages en ondes. C'est ce qu'on observe vers la fin avril où les données démontrent que l'incitation générale augmente considérablement suite à la chute drastique observée dans le taux de mortalité de la majorité des préfectures. Au-delà de la simple présomption que nos données ne sont plus fiables à partir de ce point, il

est raisonnable de croire que les messages diffusés, admettant qu'ils adoptent la même stratégie d'élimination ethnique concrétisée sur le terrain, aient aussi bien été influencés par le déroulement du génocide qu'ils n'ont eu un impact sur celui-ci? Puis, constatant la diminution des tueries, voudraient réaffirmer la politique génocidaire et encourager la reprise des tueries. D'un autre côté, l'effet escompté, en supposant qu'il y en aurait un, serait certainement moins important à l'échelle nationale vers la fin du génocide, puisqu'un grand nombre de Tutsis auraient déjà été éliminés. Ce constat suggère l'existence d'un lien inverse qui relierait le génocide et les médias : de la même façon que la radio influence les massacres, les facteurs démographiques des régions affectées (tel que le nombre d'habitants Tutsi et la progression des massacres) forcent la radio à adopter de différentes stratégies (cibler des préfectures qui n'ont pas encore été atteintes) pour recourir à ses fins (initier, maintenir et faciliter l'élimination totale du groupe victime).

### *3.3.2 Préfectures montrant une coïncidence radio-génocide*

Six localités présentent une évolution des massacres qui coïncide avec les messages radiophoniques : Kigali-Ville, Kigali-Rural, Cyangugu, Kibuye, Ruhengeri et finalement, Giseny. Ainsi, la présence de directives tactiques puis leur diminution significative le 16 avril, coïncide empiriquement avec le taux de mortalité de ces régions. Selon la littérature disponible à ce jour, lors des premières heures du génocide, les soldats de la Garde Présidentielle et les bataillons de reconnaissance/paracommando accompagnés de policiers nationaux, mènent des tueries sélectives dans tous les quartiers de Kigali (DesForges, 1999). Les tueries devinrent très vite extensives grâce au réseau médiatique bien développé en zone urbaine et au nombre impressionnant de citoyens impliqués dans les massacres. L'aéroport étant dans cette région, les Interahamwe apprennent l'attaque de l'avion présidentiel avant tout le monde et ils contrôlent tous les quartiers. Les groupes les mieux entraînés du pays y opèrent sous l'autorité du meneur local qui les guide via les ondes. Puis, les soldats entraînent de jeunes rwandais avec eux dans les rues de Kigali. En mi-journée, le 7 avril, les assaillants tuent et pillent les Tutsis au sud de

Kigali (Ruhuha et Sake) et au nord-est de Kigali (Murambi). Le 8 avril, c'est complètement au sud-ouest du pays, dans la préfecture de Cyangugu, que les tueries s'intensifient (Human Rights Watch/FIDH interviews, 1996). [...] la semaine suivante, suite à la clarification générale et fortement déployée par les organes politiques et à la radio, le 12 avril, que les Tutsis était le seul ennemi, de nombreux partis se joignirent à la campagne génocidaire et les massacres furent soutenus (selon DesForges, HRW, 1999). Suivant le début du génocide, les organes médiatiques s'impliquèrent dans une phase de « maintien » du génocide et les données illustrent la répartition de la violence à des endroits plus importants en périphérie du centre du pays. Les massacres atteignent cette fois Ruhengeri, Gisenyi et Kibuye à l'ouest. Le 16 avril, ces préfectures sont quasi-rasées. On recense au total 90% des victimes avant cette date. Les messages n'auraient eu aucun pouvoir d'augmenter les tueries à ces endroits initiaux. Il n'aurait donc pas été stratégique d'offrir des directives à ces endroits, hypothèse pouvant expliquer la chute drastique des directives tactiques à cette date.

### *3.3.3 Préfectures ne montrant pas de coïncidence radio-génocide*

C'est un tout autre scénario qui se dessine à Kibungo, Butare et Gitarama, trois préfectures qui, au contraire, ne sont pas atteintes au début du mois d'avril. À ces localités, le taux de mortalité augmente considérablement à partir du 16 avril. Ce sera le déclenchement du génocide à ces endroits qui ne cesseront d'être atteints jusqu'à la toute fin du mois d'avril. Notons qu'à ce moment, les messages radiophoniques (incitation ou directives stratégiques) ne subissent aucune modification ou qu'elles (directives tactiques) donne lieu à l'effet contraire et tendent à décroître significativement sur les ondes.

Malgré l'importance des directives médiatiques au début du génocide, la littérature sur le génocide établit que les organisateurs ont rencontré une opposition considérable à leur programme de massacre, en particulier dans le centre et le sud du pays; ce qui est également illustré par nos données. Ce n'est que deux semaines après



le déclenchement du génocide, qu'ils ont été en mesure d'étendre les tueries aux régions qui avaient auparavant refusé de participer au massacre. À ces endroits, il y a relativement peu de Tutsis tués avant que le gouvernement intérimaire ne décide d'étendre le génocide vers le 15 avril (Human Rights Watch/FIDH interview, 1996; Commission pour le Mémorial, « Rapport Préliminaire » : 136, 195, 239; Broekx, « Les Événements d'avril 1994 à Rusumo » : 99). Au départ, il s'agit d'une zone jugée moins dangereuse par les Tutsis : le maire de Butare était l'unique maire Tutsi du Rwanda, l'évêque de Butare était aussi tutsi et la grande concentration du PSD (pro-Tutsi, la jeunesse du PSD, les abakombozi, s'opposaient aux Impuzamugambi du CDR et aux Interahamwe du MRND, deux partis pro-Hutu) avaient incité beaucoup de personnes à se réfugier à Butare et bénéficier d'une certaine protection. Donc, un nombre considérable d'étudiants, d'enseignants et une énorme quantité de tutsis qui ont habité et se sont réfugiés à Butare sont morts à la fin du génocide à partir du moment où le préfet de Butare fût tué, le 15 avril et que l'on rallie les milices de cette région. Sans compter que la propagande en était à un stade où la stratégie avait largement été précisée et publicisée, et que la population était beaucoup plus engagée dans les tueries qu'au départ.

Médiatiquement, la littérature décrit le début d'une nouvelle campagne de « pacification ». Ainsi, on voulait « éliminer » le FPR et ses complices et justifier cet objectif en des termes flatteurs pour le coopérant qui se joindrait au mot d'ordre politique. Entre autres, on encourageait les tueries plus « disciplinées », terme que le gouvernement intérimaire utilisait dans un effort de diriger et d'augmenter les tueries dans le sud et le centre du pays (notamment Gitarama et Butare). Le changement de structure représenté par la « défense civile », était accompagné d'une diminution de manœuvres médiatiques, ce qui est en accord avec nos données. Les organisateurs ont employé des stratégies différentes pour attaquer les Tutsis. Au début, ils tuaient les personnes dans leurs maisons, étant guidé par des ordres précis provenant notamment de la radio puis, ils ont entamé une politique consistant à emmener les Tutsis vers les églises, les écoles et des bâtiments publics pour y être massacrés, nombreux et rapidement. Ces nouvelles stratégies de dispersion des massacres visaient alors

davantage à augmenter les déplacements de troupes sur le terrain, ce qui ne serait pas représenté par nos données puisque nous n'avons pris en compte que le taux de mortalité.

#### *3.3.4 Hypothèses explicatives de concordance inattendue*

Bien qu'il soit intéressant de confirmer l'effet présumé par la littérature existante et le procès des médias en concluant vraisemblablement qu'un effet est observé à la majorité des préfectures en lien avec les directives tactiques diffusées par la radio au même moment, encore faut-il être capable de s'interroger sur ce qui permettrait d'expliquer l'absence d'effet radiophonique. Par exemple, ayant consulté la littérature, nous pouvons croire qu'il n'aurait pas été stratégique d'offrir des directives à ces endroits au début du génocide et où les massacres auraient été initié beaucoup plus tard (lapse de temps dans l'effet radiophonique?). Quelle qu'en soit la raison, nos résultats tendent à démontrer l'influence de facteurs plus puissants que les messages radiophoniques, entre autres le déplacement des troupes. La littérature semble, du moins, supporter l'hypothèse que certaines préfectures ne soient en effet pas atteintes par les milices au début du génocide et que certaines préfectures aient résisté aux tueries massives grâce au nombre élevé de Tutsis à ces endroits et aux dirigeants (maires, préfets, milices) qu'il n'a pas été possible d'éliminer ou d'assimiler aux tueries initialement. Les messages n'auraient donc pas réussi à déclencher l'élément de peur et à donner une substance quelconque au message radiophonique à ces endroits que la population estimait encore « saufs ». Autrement, il s'agit probablement moins d'initier les tueries que de les disperser sur le territoire et qu'en ce sens, les médias aient été moins efficaces dans l'immédiat. La dispersion des massacres implique probablement le déplacement des milices à d'autres territoires et donc, il est possible que la mobilisation des tueurs sur le terrain précède l'augmentation des tueries. En ce sens, de futures recherches auraient intérêt à ne pas seulement tenir compte du nombre de victimes mais aussi des déplacements des troupes et des effectifs sur le terrain pour mesurer l'effet radiophonique sur d'autres actes contributifs au génocide mais qui n'ont pas fait de victimes.

Finalement, l'idée très répandue que le génocide devint plus centralisé et efficace à la « fin » qu'à n'importe quel autre moment du génocide n'est pas non plus représentée dans nos données, qui illustrent au contraire une chute importante dans le nombre de morts et l'absence d'une hausse notable des messages directifs (tactiques et stratégiques) à ce moment. Raison de plus de croire que les facteurs de cause ne peuvent être tous reliés à la propagande radiophonique.

### *3.4 Le degré de variation interne*

La première hypothèse de départ que nous ayons soulevée concerne le degré de variation interne dans le génocide. En conséquence, les différents niveaux à l'intérieur de la société rwandaise (préfectures) où le facteur déterminant (la radio) exerce une influence différentielle (incitation générale, directives stratégiques, directives tactiques) sur le comportement individuel/groupal ont été traités de façon empirique pour mesurer l'ampleur et l'étendue de la dynamique génocidaire.

Partant du cadre théorique,

- 1 Les crises nationales (telles que le génocide et la guerre civile) n'impliquent pas tous les segments de sociétés dans lesquelles elles se produisent. Les facteurs précipitants ne pénètrent pas uniformément les préfectures.
- 2 Les médias servent plusieurs fonctions lors de l'initiation et la dispersion des tueries et usent de différentes stratégies pour ce faire.

Nos données démontrent que l'effet radiophonique, lorsqu'il est observé, varie au niveau géographique, suggérant aussi bien que d'autres facteurs de cause entrent en jeu : déplacements de milices, population à éliminer et autres caractéristiques démographiques (au Rwanda par exemple, la présence d'espace religieux). Les stratégies médiatiques n'ont quant à elles ni la même fonction (engager les gens dans une idéologie vs diriger les massacres) ni le même effet escompté.

Nous pouvons donc conclure, le cas échéant, à l'effet différentiel de la radio : sur le nombre de victimes au niveau de la préfecture à différents moments du génocide. En partant du principe que les messages radiophoniques sont diffusés dans toutes les préfectures au même moment et que les décomptes de victimes varient à différentes périodes de la progression du génocide, hypothétiquement, la radio oriente ses stratégies au niveau local. Ainsi, pour être réellement efficaces, les messages doivent être précis et interpeller sélectivement certains habitants ou diriger les massacres à certaines préfectures dans le temps.

Pour cette raison, l'effet radiophonique sur le génocide ne peut être mesuré que de façon sélective. Pour obtenir un effet « intégral » de la radio sur le génocide, il aurait fallu pouvoir mesurer l'impact radiophonique selon d'autres éléments que le nombre de victimes, par exemple certains comportements constitutifs de génocide n'impliquant pas nécessairement un meurtre et d'ailleurs davantage compatibles avec les directives stratégiques pour lesquelles aucun effet n'a pu être observé en ne tenant compte que du nombre de morts comme indice de génocide. Il est possible que les messages visant l'étendue du territoire aient un impact sur le dressage de barrières, l'augmentation du nombre de participants, ou encore la diminution des actes de résistance. Si l'on tente de conserver cette approche segmentée, il serait intéressant dans une recherche éventuelle d'inclure des variables sur les effectifs et les déplacements des habitants. Autrement, notons que le type de message très précis qui constitue les directives tactiques et qui vise, par exemple un individu ou un lieu en particulier furent probablement de portée trop réduite pour avoir un effet de masse. D'un autre côté, si les directives portent sur les méthodes à employer, elles auraient une portée plus large et l'effet ne serait présumément pas le même. Il serait pertinent d'étudier le contenu des directives dans une recherche subséquente. Quoi qu'il en soit, nous constatons que l'effet radiophonique est beaucoup plus complexe et difficile à prouver qu'on ne l'a laissé entendre. Pour ce faire, la précision et l'exactitude des données qu'il faudrait atteindre pour avoir des résultats valides et prouver cette relation est difficilement réalisable vu les méthodes de recension des données historiques et la nature des informations disponibles.

### 3.5 L'effet radiophonique : la relation entre deux dynamiques

À cette partie de la discussion, la réflexion porte sur une question qui demeure centrale à nos préoccupations de recherche : *Dans quelle mesure les médias radiophoniques ont réellement été efficaces dans la concrétisation du génocide?* Pour y répondre, nous aurons recours à certains concepts criminologiques qui permettent d'expliquer l'efficacité du message radiophonique.

Kalyvas (2003: 475) suggère : « It is the convergence of local motives and supralocal imperatives that endows civil wars with their particular and often puzzling character, straddling the divide between the political and the private, the collective and the individual ». Donc, qu'une dynamique interrelationnelle s'opère entre les acteurs centraux (étatiques) et périphériques (tel que les médias) et qu'il s'agit non seulement de l'élément mobilisateur mais également essentiel à la génération de ce type de conflit de masse. En ce sens, la dynamique radiophonique et les différentes stratégies qu'elle emploie est en lien et s'adapte à la dynamique génocidaire d'où l'effet inverse. C'est ainsi que si l'on note un synchronisme entre ces dynamiques, on ne peut conclure à l'effet systématique, direct et soumis de la radio sur le déroulement du génocide.

D'un autre côté, l'instauration par la radio d'un cadre directif a été accélérée dans un environnement chaotique et incertain au lendemain de l'écrasement de l'avion qui transportait les présidents du Rwanda et du Burundi. Les directives prennent plus d'importance dans une réalité confuse, contradictoire ou changeante. Plus la situation est ambiguë, plus les gens se fieront sur une norme plutôt que d'autres précisément parce qu'elle diminue l'ambiguïté, la confusion ou l'insécurité, elle dicte l'action à prendre (Finnemore et Sikkink, 1998; Swidler, 1986). Dans le cas du Rwanda, la légitimation du génocide, telle que propagée par la radio, procura un guide précis et clair de ce qu'il fallait faire face à la menace monolithique Tutsi, dite responsable de la mort des présidents, sur la survie même de tous les Hutus. En

addition, l'élément de peur déclenché aux différentes étapes du génocide par l'initiation des massacres et leur dispersion, sert non seulement à rendre la menace concrète et plausible mais ultimement à procurer une réceptivité aux messages radiophoniques (voir l'effet différentiel des messages sur les préfectures atteinte dès le départ puis celles qui n'étaient pas encore atteintes à ce moment). Dans ce sens, la peur et la norme génocidaire ont été concurrentes, constituant à la fois l'aspect idéologique puis l'orientation stratégique permettant au message d'avoir un effet sur la progression du génocide. En fait, le cadre directif des médias est efficace précisément selon sa capacité de réorientation face aux facteurs environnementaux de sorte qu'ils puissent favoriser la progression du génocide beaucoup plus que les messages radiophoniques ont réussi à le faire d'eux-mêmes.

Le comportement de la radio a pu s'exprimer ainsi : La première étape du processus étant de diffuser le message génocidaire à travers tout le territoire impliqué. Il s'agit non seulement de pénétrer toutes les sphères de la société (de l'élite au populaire, des centres urbains aux centres ruraux) mais aussi de monopoliser l'espace discursif de telle sorte qu'aucun message contradictoire ne parvint à remettre en question la logique inhérente de la norme.

[...] in Africa no other mass medium has remotely the reach and accessibility of radio.[...]The problem in Rwanda was that it was a section of the government that was disseminating divisive propaganda, through Radio Rwanda and RTLM, the only independent licensed station. The issue was not that there was too much freedom of expression; rather, any alternative voices were excluded from the airwaves (Carver, 2000 : 188, 192).

La deuxième étape est de donner une substance au message. Cette fois, après avoir cadré le message dans une idéologie génocidaire, il s'agit de rendre l'histoire crédible et actuelle en la situant dans l'immédiat et la réalité sur le terrain. En ce sens, les directives tactiques étaient un complément nécessaire à l'incitation générale et aux directives stratégiques pour déclencher, propager et maintenir les tueries massives.

En somme, les données tendent à démontrer clairement que l'effet de ce processus directif n'est pas uniforme. Les conditions environnementales sont un facteur qui a pu

permettre d'accélérer le processus de diffusion et conséquemment, l'ampleur des massacres au niveau local. Le nombre d'habitants tutsis, la densité de la région et le nombre d'espaces religieux sont des variables plus puissantes que l'utilisation de la radio pour déroulement du génocide. Bref, de futures recherches auraient intérêt à ne pas seulement tenir compte du nombre de victimes mais aussi des déplacements des troupes et des effectifs sur le terrain qui peuvent aussi constituer des cibles médiatiques pour réaliser le projet génocidaire.

## CONCLUSION



Les médias ont été conçus comme un outil de mobilisation des masses dont l'objectif ultime est d'assurer l'engagement de la population et lui faire participer à des actes génocidaires. Les théories criminologiques sur la propagande prévoient que la transformation de l'environnement normatif au service d'un plan génocidaire est un processus multidimensionnel. La première étape d'une stratégie médiatique est de diffuser le message génocidaire à travers tout le territoire impliqué. La deuxième étape est de donner une substance, des directives concrètes associées au message. Nous avons tenu compte de ce processus binaire en différenciant les stratégies médiatiques selon la fonction idéologique puis directive dans l'analyse des données.

Les impératifs moraux ont été générés au Rwanda par des forces politiques, qui firent diffuser une idéologie fondée sur la haine ethnique, durant une époque de crise. Le but était d'impliquer et de diriger les auditeurs efficacement. Dans ce sens, les directives étaient un complément nécessaire à l'incitation générale pour déclencher, propager et maintenir les tueries massives jusqu'à la fin de la campagne génocidaire.

Rappelons nos questions d'origine :

- 1) La relation radio/génocide existe-t-elle?
- 2) Est-elle aussi systématique, directe, volontaire qu'on l'a laissé paraître?
- 3) peut-on la *mesurer*?

À travers cette recherche, nous avons tenté de comprendre comment et pourquoi l'effet radiophonique varie à travers le temps et l'espace puis, dans quelle mesure les médias radiophoniques ont réellement été efficaces dans la concrétisation du génocide. Ainsi, comme nous l'avons soulevé, pour comprendre et évaluer la nature de l'effet radiophonique sur le déroulement d'un génocide il devient essentiel d'en établir les multiples aspects dans le temps. Conséquemment, le génocide ne devrait pas être vu comme un évènement homogène mais comme une compilation d'actions diverses entreprises par de multiples acteurs, dirigées vers plusieurs cibles, à travers le temps et la localité en question. Cette dissociation prend tout son sens

lorsque l'on tente d'expliquer l'impact ou l'absence d'impact de différentes stratégies médiatiques sur les actes génocidaires commis par la population.

Premièrement, alors que la radio est diffusée sur l'ensemble du territoire, le génocide, lui, ne se déroule pas de la même manière dans chaque zone géographique. S'il existe une relation radio/génocide, elle n'est pas aussi claire qu'on l'a laissé paraître. Même lorsqu'ils sont redécoupés selon leur contenu, les messages radiophoniques ne concordent pas de manière générale avec la progression du génocide.

Deuxièmement, lorsque nous considérons l'évolution des décomptes de victimes de chaque zone géographique, le lien radio-massacres est loin d'être direct et invariable. Nos résultats démontrent que six des onze préfectures étudiées subissent un changement de pente significatif pour lequel un effet médiatique est envisageable le 16 avril. Dans un second temps, trois autres localités sont atteintes de façon diamétralement opposée et nos données démontrent cette fois que l'effet radiophonique, lorsqu'il est observé, varie au niveau géographique, suggérant que d'autres facteurs entrent en jeu. Pour cette raison, l'effet radiophonique sur le génocide ne peut être mesuré que de façon sélective. Finalement, notons que les concordances observées varient selon le type de message et qu'en fait, le cadre directif des médias est efficace précisément selon sa capacité de réorientation face aux facteurs environnementaux de sorte qu'il soit réaliste de croire que ces autres facteurs puissent favoriser la progression du génocide beaucoup plus que les messages radiophoniques ont réussi à le faire d'eux-mêmes.

Aussi, il est possible que les journalistes prennent part à différentes activités (ex. incitation générale, directives etc.), à différents degrés, dépendant de l'expérience particulière de certaines localités, de leur réceptivité structurelle (facteurs démographiques) aux messages radiophoniques et de l'évolution de ces éléments à travers le temps. Par exemple, les directives tactiques semblent plus opportunes à l'élimination de groupes de gens ciblés sur une localité urbaine comme Kigali-Ville,

où peu de gens se connaissent. Aussi, et comme il a été souligné, il est peu probable que quelconque propagande ait eu un effet sur les localités où la population tutsi était très faible ou inversement, où la résistance était très efficace.

Ultimement, quel sens sociologique pouvons-nous attribuer à cette notion de « l'impact direct et inéquivoque », élément juridique de responsabilité criminelle ? Notre recherche porte à croire que la notion est aussi inutile que dépourvue de sens. Cela est peu surprenant, sachant que le TPIR a choisi d'ignorer cette notion, le fondement de la définition même fixée par le droit international pour établir le crime de génocide. Le seul constat auquel cette recherche permette de parvenir eût regard aux actions entreprises actuellement au Rwanda au niveau communautaire, est que l'effet radiophonique a été vécu différemment à travers le pays.

En conclusion, le génocide et les crimes contre l'humanité impliquent, de par leur nature, un grand nombre de participants ou même dans le cas du Rwanda, un nombre inchiffrable de tueurs. La commission de ces crimes comporte une certaine forme d'organisation, mise en place par les autorités ou du moins des « meneurs ». Leur responsabilité est donc centrale, même s'ils n'étaient pas physiquement présents sur les sites de crime ni les auteurs immédiats des massacres. Ils sont des planificateurs, des organisateurs, ceux qui donnent les ordres, des gens en charge du génocide etc.

Depuis Nuremberg, le droit criminel international s'est développé autour du concept de la responsabilité de ceux qui ordonnaient et organisaient les crimes, beaucoup plus qu'à partir de ceux qui les menaient simplement à terme. Non seulement parce qu'il s'agit de responsabilités essentielles, mais aussi parce qu'aucune juridiction nationale aurait eu la capacité de juger tous les participants de tels crimes. Si nous ne pouvions juger tous les participants, nous devons juger ceux au plus haut niveau de responsabilité et donc, dans un sens, juger des participants à travers les crimes commis par les dirigeants.

En vertu du sujet auquel ils renvoient et du rôle symbolique qu'ils jouent, les tribunaux pénaux internationaux courent le risque que leurs cours respectives se servent d'un individu à la barre des accusés comme moyen de condamner un groupe de gens. C'est en partie ce qui s'est déroulé lors du procès des médias : l'individu fit la cause. Ce risque est encore plus grand lorsqu'un jugement vise non seulement la condamnation d'individus mais celle d'un phénomène criminel tel que la propagande. La personne accusée sous ces circonstances est identifiée et rendue coupable par affiliation aux médias du génocide. Inversement, une instance isolée confirmant un lien entre un message et un acte de génocide dresse un prétexte pour conclure à l'effet médiatique.

Even before the outside world recognized the enormity of events in April 1994 and before the word genocide was employed to describe them — the role of the radio was already being highlighted (Carver : 188-199).

À un niveau plus local, nous pouvons imaginer les conséquences considérables de cette condamnation sur la possibilité de réintégration sociale de gens stigmatisés et ultimement, sur la réconciliation nationale. Ceci étant, la valeur de l'individu pour les instances pénales est aussi celle du symbole de culpabilité qu'il procure et donc, beaucoup trop pratique pour être reconsidérée.

## LIMITES DE LA RECHERCHE

La principale limite de cette étude consiste essentiellement en la validité de ses indicateurs. Bien que la banque de données constituée par le *Génodynamic project* de l'université du Maryland soit constituée de sources multiples (gouvernementales et non-gouvernementales) et que cet effort de collecte soit ambitieux et méthodique, le degré de variation extrême et le manque d'information à certaines dates soulèvent des questionnements tant sur leur validité que sur leur fiabilité. Non seulement le risque est grand que ces données ne soient pas justes, vu les difficultés d'identification toujours actuelles au Rwanda, mais aussi qu'ils

puissent refléter un problème de mesure et soient signe des efforts visant à dénombrer les cadavres plutôt qu'un indice exact du nombre exact de morts par jour, une tâche qui est quasi-impossible en contexte aussi extrême. Cependant, il faut être conscient qu'il s'agit de données historiques et qu'en plus de la rareté des sources, les recherches disponibles font usage des mêmes données répertoriées. Cette banque a donc été pour nous non seulement un moyen accessible de parvenir à effectuer réalistement la recherche mais une référence qui permettait de comparer les recherches existantes et de les préciser.

D'un autre côté, nous sommes conscients de ne pas être exhaustifs dans notre étude des médias, beaucoup de documentation n'a pas été obtenue : l'étendue du matériel médiatique ne le permettait pas, certains furent détruits durant la crise et des émissions non pas été enregistrées. Lorsqu'on parle de la totalité des émissions existantes, c'est que ces 303 émissions sont les seules à avoir été étudiées, compilées ou tout simplement connues des chercheurs ou juristes s'étant intéressés au phénomène.

La propagande n'a pas encore aujourd'hui été complètement analysée et élucidée. Il existe encore d'importantes lacunes dans ce domaine de recherche (Wilke, 1999 : 3). Une de ces lacunes est le manque de recherche sur la propagande en contexte africain. De plus, l'étude des moyens de communication de masse est un domaine très peu développé des études africaines (Fardon et Furniss, 2000 : 8). Les différences économiques, historiques, politiques et dans le mode de vie en occident et en Afrique sont importantes et l'histoire du développement des médias de masse dans ces deux régions du monde est substantiellement distincte (Faringer, 1991 : ix). Trop souvent, nous tentons d'intégrer de force les pays en voie de développement dans nos modèles « progressistes » et « expérimentés » occidentaux. Il est difficile de déterminer à quel point ces concepts théoriques devraient être *africanisés*. « In many cases we are dealing with universal values of truth, fairness, objectivity, etc. which are not necessarily European or unAfrican » (Ibid.: 24). Aussi, les concepts africains et américains ne sont pas mutuellement exclusifs (Ibid. : 25). « Propaganda as a

phenomenon is essentially the same in China or the Soviet Union or the United States or Algeria. Techniques tend to align themselves with one another » (Ellul, 1990 : xiv). Donc, les contributions théoriques occidentales sur la propagande peuvent raisonnablement être utilisées lors d'une étude sur les médias rwandais. Cela dit, les médias en Afrique peuvent même avoir eu plus de pouvoir qu'ils n'en aient en occident parce que là, les médias sont nouveaux, moins bien acquis dans la société. De plus, l'audience africaine est généralement moins bien éduquée et donc, moins outillée pour distinguer l'information biaisée (Ibid.). Finalement, comme nous l'avons documenté dans le cadre théorique de la recherche, le développement et la diversification des médias étant à ses débuts peu avant le génocide, ce manque de diversification des sources a un impact important sur la nature et l'étendue de l'information à laquelle les gens étaient exposés.

Tel que je l'ai décrit plus haut, la validité se définit par la capacité du chercheur à mesurer précisément ce qu'il veut mesurer. Dans ce sens, le fait que je sois étrangère à la culture rwandaise pose un défi méthodologique. Mon analyse peut omettre certains facteurs contextuels qui influencèrent le message parce que je ne connais pas assez bien la société rwandaise. De plus, j'ai pu négliger des nuances, de l'ironie ou des connotations dans les transcriptions puisque je ne partage pas le même sens intuitif qu'un individu dont la langue maternelle est le kinyarwanda. Pour remédier à ces limites, une amie et traductrice a également porté mon attention sur des aspects importants de la culture rwandaise et m'a expliqué le sens de certains segments des diffusions. Les traducteurs originaux des diffusions avaient clarifié les proverbes directement dans les transcriptions. La nature de la stratégie de recherche (décrite plus bas) fait aussi que le manque de connaissances culturelles est un problème moindre qu'il ne l'eût été si l'objectif avait été de faire une analyse textuelle poussée du discours au-delà de la simple classification. Par ailleurs, l'avantage de voir les choses sous une autre perspective (le chercheur étant d'une autre origine) ne doit pas être sous-estimé (Kagabo, 2003).

## IMPLICATIONS DE LA RECHERCHE

La recherche a d'importantes conséquences dans ce sens qu'elle influence nos perceptions sur le génocide et ses causes puis oriente notre niveau d'intervention. Or, la présente recherche comporte d'importantes implications à deux niveaux d'intervention :

Contrairement aux efforts des commissions de vérité et de réconciliation en Afrique du Sud, qui étaient centralisés et orientés nationalement, le Rwanda s'investi actuellement dans un effort décentralisé et orienté au niveau de la communauté. Dans une tentative de juger des 120 000 individus accusés d'activités génocidaires « de plus bas niveau », le gouvernement rwandais a renouvelé une pratique traditionnelle qui n'avait pas opéré depuis plusieurs générations – le système *Gacaca* (mené par l'association de survivants Ibuka). Des « cours » affiliées au *Gacaca* sont installées dans chaque cellule (violations de propriétés), secteur (cas avec violence sans intention de tuer) et dans chaque district (cas menant à la mort où impliquant des individus accusés d'être complices de meurtre). On a également instauré des cours d'appel au niveau du secteur et de la préfecture (qui reçoivent les appels des cours de districts). Les jugements de ces cours reposent entièrement sur des juges avec moins de deux mois d'expérience et sur le témoignage de victimes du génocide.

Suite aux résultats de notre recherche, nous pensons que les gestes et les démarches entreprises par ces cours et ces témoins, l'efficacité et la confiance en le *Gacaca* puis les défis qui seront posés vis-à-vis cet effort varieront significativement à travers le pays. En ce sens, l'avantage de recourir à une approche dissociée utilisée dans notre recherche et qui suggère que pour comprendre le génocide, il faut déconstruire les génocides étudiés dans le temps et selon les différents éléments constitutifs du comportement, contrairement à l'approche conventionnelle, permettront de contribuer à l'amélioration des analyses de ceux qui évalueront cette méthode et de mieux contrôler les effets variés de la mobilisation et des facteurs structuraux.

Le motif final qui nous a poussé à explorer ce cas est que les médias rwandais existent toujours et donc, qu'il y a lieu de s'interroger à leur égard et d'améliorer le processus de démocratisation des ondes (pluralité des voix) diminuant en partie, le risque qu'un génocide se reproduise. De plus, les stratégies auxquelles ils ont eu recours pour précipiter le génocide (par exemple la peur et l'extrémisme ethnique) sont toujours présents ou risquent de se reproduire dans la société rwandaise. Plusieurs témoignages d'après-génocide avec l'élite politique, les génocidaires, la population urbaine et rurale puis la diaspora rwandaise vont dans ce sens. Aussi, étant donné la constatation générale dans la littérature que les génocides se reproduisent souvent aux mêmes endroits, cet élément prend toute son importance. Nos conclusions de recherche doivent informer les mesures entreprises vis-à-vis le journalisme rwandais. En ce sens, un projet initié par l'école de journalisme de Carleton tente d'appliquer la connaissance scientifique sur les médias et le génocide à travers l'éducation journalistique et la formation dans le domaine des médias. L'objectif premier est d'adresser le manque d'éducation journalistique au Rwanda, de subvenir à ce besoin en envoyant des éducateurs, d'améliorer les standards journalistiques au Rwanda et de construire un partenariat entre deux universités (Carleton University, Ontario et Université de Butare, Rwanda). Notre recherche sera intégrée, dès sa complétion, à l'archive des médias du génocide à l'université de Carleton et nous espérons prolonger notre partenariat avec son directeur, M. Allan Thompson, dans le cadre de cet effort constructif pour l'avenir des médias rwandais.

Ainsi, la réflexion et les conclusions de cette recherche permettront, nous l'espérons, d'identifier de meilleures stratégies d'intervention pour prévenir le déclenchement de futurs conflits et améliorer l'efficacité des efforts de réconciliation.



## SOURCES DOCUMENTAIRES

- African Rights. (1997). *Bisesero: Resisting Genocide*. Kigali, Rwanda: African Rights.
- African Rights. (1995). *Death, Despair and Defiance*. Kigali, Rwanda: African Rights.
- Alvarez, Alex. (1997). Adjusting to genocide: The techniques of neutralization and the holocaust. *Social Science History*, 21, 139–178.
- Ball, Patrick, Kobrak, Paul & Spirer, Herbert. (1999). *State Violence in Guatemala, 1960-1996: A Quantitative Reflection*. Washington, D.C.: American Association for the Advancement of Science.
- Bar-On, Dan. (2003). Genocidal mentalities have to be developed. *The Aegis Review on Genocide*, 1, 1, 15-18.
- Berg, René (2001). *Lexicography in the field: methods and results of the Muna dictionary project*. *Notes on Linguistics*, 4, 157-71.
- Berkeley, Bill. (2001). *The Graves Are Not Yet Full: Race, Tribe, and Power in the Heart of Africa*. New York: Basic Books.
- Bernays, E. (2005). *Propaganda*. Brooklyn, New York: Ig Publishing.
- Bonneaux, L. (1994). *Rwanda: A Case of Demographic Entrapment*. *Lancet*, 344, no. 17.
- Brannigan, Augustine. (1998). Criminology and the holocaust: xenophobia, evolution, and genocide. *Crime and Delinquency*, 44, 257–276.
- Carver, R. (2000). Broadcasting & political transition. In Richard Fardon & Graham Furniss (Eds.), *African Broadcast Cultures: Radio in Transition*. (pp. 188-197). Oxford: James Currey.
- Chalk, F. (1999). Radio broadcasting in the incitement and interdiction of gross violations of human rights, including genocide. In Roger W. Smith (Ed.), *Genocide: Essays Toward Understanding, Early Warning, and Prevention*. (pp.185-203). Williamsburg, Virginia: Association of Genocide Scholars, Department of Government, College of William and Mary.
- Chalk, F. (1999). Hate radio in Rwanda. In Howard Adelman and Astri Suhrke. (Eds.), *The Path of a Genocide*. (pp.93-107). New Brunswick and London: Transaction Publishers.
- Chalk, F. (1997). *Radio propaganda and genocide*. A revised version of a paper originally presented to the conference on "Synergy in Early Warning," at the Centre for Refugee Studies, York University, Toronto, Ontario, on 16 March 1997.

- Chalk, F. (1996). *Hate Radio in Rwanda*. April 1996. Revised version of a paper originally presented at the conference on the "Crisis in Rwanda," sponsored by the Centre for Refugee Studies (York University), the U.S. Institute for Peace, and the U.S. Committee for Refugees, Washington, D.C., December 1994.
- Chalk, Frank & Kurt Jonassohn. (1990). *The History and Sociology of Genocide: Analyses and Case Studies*. New Haven: Yale University Press.
- Chalk, Frank & Jonassohn, Kurt. (1987). The history and sociology of genocidal killings. In Israel Charny (Ed.), *Genocide: A Critical Bibliographic Review*. London: Mansell.
- Chrétien J-P., Dupaquier J-F., Kabanda M. & Ngarambe J. (1995). *Rwanda. Les Médias du Génocide*. Paris : Éditions Karthala.
- Chomsky, N. (1991). *Media Control: The Spectacular Achievements of Propaganda*. Westfield, New Jersey: Open Magazine Pamphlet Series.
- Chomsky, N. (1989). *Necessary Illusions: Thought Control in Democratic Societies*. Boston, Massachusetts: South End Press.
- Chomsky, N. & Herman, E. (1988). *Manufacturing Consent*. New York: Pantheon.
- Cohen, Stanley. (1993). Human rights and crimes of the state: the culture of denial. *Australian and New Zealand Journal of Criminology*, 26, 97-115.
- Cohn, N. (1976). *Europe's Inner Demons*. Paladin.
- Dadrian, Vahakn. (1975). A typology of genocide. *International Review of Modern Sociology*, 5, 201-212.
- Davenport, Christian. (1999). Human rights and the democratic proposition. *Journal of Conflict Resolution*, 43(1), 92-116.
- Davenport, Christian. (2003). Human rights and the promise of democratic pacification. *International Studies Quarterly* (Forthcoming).
- Davenport, Christian, Moore, Will & Poe, Steve. (2002). Sometimes you just have to leave: Domestic threats and refugee movements, 1964-1989. *International Interactions* (Forthcoming).
- Davenport, Christian & Ball, Patrick. (2002). Views to a kill: Exploring the implications of source selection in the case of guatemalan state terror, 1977-1996. *Journal of Conflict Resolution*, 46(3), 427-450.
- Davenport, Christian & Eads, Marci. (2001). Cued to coerce or coercing cues? Exploring the relationship between dissident rhetoric and state repression. *Mobilization*, 6(2), 151-172.
- Della porta, Donatella. (1995). *Social Movements, Political Violence and the State: A Comparative Analysis of Italy and Germany*. New York: Cambridge University Press.

- DesForges, A. (1999). *Aucun Témoin ne Doit Survivre - Le Génocide au Rwanda*. Rapport de la FIDH et de Human Rights Watch. Éditions Karthala. Paris.
- DesForges, A. (2002). Silencing the voices of hate in Rwanda. In Monroe E. Price and Mark Thompson. (Eds.), *Forging Peace: Intervention, Human Rights and the Management of Media Space*. Edinburgh: Edinburgh University Press.
- Destexhe, Alain, Marschner, Alison (translator) & Shawcross, William (1996). *Rwanda and Genocide in the Twentieth Century*. New York University Press.
- Eckstein, Harry, & Gurr, Ted Robert. (1975). *Patterns of Authority: A Structural Basis for Political Inquiry*. New York: Wiley.
- Economics Intelligence Unit. (1996). *Rwanda Country Report*.
- Ellul, J. (1990) *Propagandes*. Paris: Économica.
- Fardon & Furniss (2000) (Eds.) *African Broadcast Cultures: Radio in Transition*. London: James Currey.
- Faringer, G.L. (1991). *Press Freedom in Africa*. New York: Praeger.
- Fein, Helen. (1979). *Accounting for Genocide: National Responses and Jewish Victimization During the Holocaust*. New York: Free Press.
- Fein, Helen. (1993). *Genocide: A Sociological Perspective*. Newbury Park: Sage Publications.
- Finer, Samuel. (1997). *The History of Government From Earliest Times: Ancient Monarchies and Empires*. New York: Oxford University Press.
- Fox, James Alan & Levin, Jack (1998). Multiple homicide: Patterns of serial and mass murder. In M. Tonry (ed.), *Crime and Justice: A Review of Research*, vol. 23. Chicago, IL: University of Chicago Press.
- Frache, Dominique. (1997). *Rwanda, Généalogie d'un Génocide*. Paris: Les Petits Libres, Mille et Une Nuits.
- Francisco, Ron. (1996). Coercion and protest: An empirical test in two democratic states. *American Journal of Political Science*, 40(4), 1179-1204.
- Gravel, P.B. (1968). *Remera: A Community in Eastern Rwanda*. The Hague: Mouton.
- Goldhagen, Daniel. (1996). *Hitler's Willing Executioners: Ordinary Germans and the Holocaust*. New York: Knopf.
- Goldstein, Robert. (1978). *Political Repression in Modern America: From 1870 to the Present*. Boston: Schenckman/G.K. Hall.
- Gourevitch, P. (1998). *We wish to inform you that tomorrow we will be killed with our families. Stories from Rwanda*. Picador. Farrar, Straus and Groux. New York.

- Gowing, N. (1997). Media coverage: Help or hindrance. In *Conflict Prevention*. Washington: Carnegie Commission on Preventing Deadly Conflict.
- Greenland, Jeremy (1976). Ethnic discrimination in Rwanda and Burundi. In Willem A. Veenhoven (Ed.), *Case Studies on Human Rights and Fundamental Freedoms: A World Survey*. vol. 4. The Hague: Martinus Nijhoff.
- Gurr, Ted Robert & McClelland, Muriel. (1971). *Political Performance: A Twelve Nation Study*. Beverly Hills, Ca.: Sage Professional Papers in Comparative Politics.
- Harff, Barbara. (1992). Recognizing genocides and politicides. In Helen Fein (Ed.), *Genocide Watch*. New Haven, CT: Yale University Press.
- Harff, Barbara. (Forthcoming). No lessons learned from the holocaust: Assessing risks of genocide and political mass murder since 1955. *American Political Science Review*.
- Harff, Barbara & Gurr, Ted. (1988). Toward empirical theory of genocides and politicides: Identification and measurement of cases since 1945. *International Studies Quarterly*, 37(3), 359-371.
- Hatzfeld, J. (2003). *Une Saison de Machettes*. Paris : Seuil.
- Hellevik, O. (2002) Inequality versus association in educational attainment research: Comment on Kivinen, Ahola and Hedman. *Acta Sociologica*, 45, 151-158.
- Higiro, J.-M. V. (1992). *Dialogue*, 154, 29-30.
- Hinton, A.L. (2002). *Genocide : An Anthropological Reader*. Blackwell Publishers.
- Holsti, Ole R. (1969) *Content Analysis for the Social Sciences and Humanities*. Mass.: Reading.
- Human Rights Watch. (1999). *Leave None to Tell the Story: Genocide in Rwanda*. New York: Human Rights Watch.
- Human Rights Watch/FIDH interview, Kigali, July 11. (1996). Commission pour le Mémorial, *Rapport Préliminaire*, pp. 136, 195, 239; Broekx, « Les Événements d'avril 1994 à Rusumo ».
- Jaworski, A.& Coupland, N. (1999) (Eds) *The Discourse Reader*. London: Routledge.
- Kagabo, J. (2003) *Cahiers d'études africaines*, 107-108.
- Kalyvas, Stathis. (1999). Wanton and senseless? The logic of massacres in Algeria. *Rationality and Society*, 11(3), 243-285.
- Kalyvas, Stathis. (2001) *The Logic of Violence in Civil War: Theory and Preliminary Empirical Results*. Unpublished Manuscript. Chicago: The University of Chicago.
- Kalyvas, Stathis. (2001). *The Logic of Violence in Civil War*. Unpublished Manuscript. Chicago: The University of Chicago.

- Kalyvas, Stathis. (2001). New and Old Civil Wars: A Valid Distinction? *World Politic*.
- Kaufman, J.S. (2002). *Modern Hatreds : The Symbolic Politic of Ethnic War*. New York: Cornell University Press.
- Kershaw, Ian. (2003). Genocidal Mentalities. *The Aegis Review on Genocide*, 1(1), 3-10.
- Kimani, M. (2002). *Rwandan Media on the Dock*. Thèse non publiée. L'auteure est une journaliste du Kenya qui a fait la couverture des tribunaux de crimes de guerre Rwandais à Arusha, Tanzanie.
- Kimonyo, Jean-Paul. (2000). *Causes of the Rwandan Genocide and Beyond*. Centre for Conflict Management: National University of Rwanda, Butare. Manuscript.
- King, Gary. (1989). Event count models for international relations: Generalizations and applications. *International Studies Quarterly* 33, 123-147.
- King, Gary, Keohane, Robert & Verba, Sidney. (1994). *Designing Social Inquiry: Scientific Inference in Qualitative Research*. Princeton: Princeton University Press.
- Kitschelt, Herb. (1986). Political opportunity structure and political protest: Anti-nuclear movements in four democracies. *British Journal of Political Science*, 16, 57-85.
- Kirschke, Linda. (1996). *Broadcasting Genocide. Censorship, Propaganda and State-Sponsored Violence in Rwanda 1990-1994*. Article 19.
- Kirschke, Linda. (manuscrit non publié). *Multiparty Transitions, Elite Manipulation and the Media: Reassessing the Rwandan Genocide*.
- Krain, Mathew. (1997). State-sponsored mass murder: A study of the onset and severity of genocides and politicides. *Journal of Conflict Resolution*, 41, 331-60.
- Krippendorff, Klaus (1980). *Content Analysis: An Introduction to Its Methodology*. Beverly Hills, CA: Sage Publications.
- Kuper, Leo. (1977). *The Pity of It All: Polarisation of Racial and Ethnic Relations*. London: Duckworth.
- Kuper, Leo. (1981). *Genocide: Its Political Use in the Twentieth Century*. New Haven: Yale University Press.
- Kuperman, Alan. (2001). *The Limits of Humanitarian Intervention: Genocide in Rwanda*. Washington, D.C.: Brookings Institution Press.
- Lasswell, H., Lerner, D., & de Sola Pool, I. (1952). *The Comparative Study of Symbols*. Palo Alto, CA: Stanford University Press.
- Leader, J. E. (2001). *Rwanda's Struggle for Democracy and Peace, 1991-1994*. Washington: The Fund for Peace.
- Lemarchand, R.(1975). *Ethnic Genocide. Issue* 5, 9-16.

- Lemarchand, R., & Martin, D. (1974). *Selective Genocide in Burundi*. Report no. 20. London: Minority Rights Group.
- Lemarchand, R. (2002). *Disconnecting the Threads: Rwanda and the Holocaust Reconsidered*. Manuscript.
- Li, Darryl. (2004). Echoes of violence: Considerations on radio and genocide in Rwanda. *Journal of Genocide Research*, Vol. 6, No. 1, 9-27.
- Lifton, Robert Jay, & Markusen, Eric. (1990). *The Genocidal Mentality: Nazi Holocaust and Nuclear Threat*. New York: Basic Books.
- Lugan, Bernard. (1997). *Histoire du Rwanda : De la Préhistoire à Nos Jours*. Paris: Bartillat.
- Lemkin, Raphael. (1944). *Axis Rule in Occupied Europe*. Washington, D.C.: Carnegie Endowment.
- Lichbach, Mark I. (1995). *The Rebel's Dilemma*. Ann Arbor: University of Michigan Press.
- Licklider, Roy. (1995). The consequences of negotiated settlements in civil wars, 1945-1993. *American Political Science Review*, 89, 681-90.
- Linz, Juan & de Miguel, Amando (1966). Within-nation differences and comparisons: The eight Spains. In Richard Merritt and Stein Rokkan (Eds.), *Comparing Nations: The Use of Quantitative Data in Cross-National Research*. New Haven: Yale University Press.
- Long, J. Scott. (1997). *Regression Models for Categorical and Limited Dependent Variables*. Thousand Oaks: Sage Publications.
- MacDonald & Bruce, David (2002). *Balkan holocausts? Serbian and Croatian Victim-Centered Propaganda and the War in Yugoslavia*, Manchester University Press.
- Malesic, M. (1997). *Propaganda in war*. Rapport 174.
- Mamdani, Mahmood. (2001). *When Victims Become Killers: Colonialism, Nativism, and the Genocide in Rwanda*. Oxford: James Currey.
- Markusen, Eric. (2003). The genocidal mentality at the dawn of the twenty-first century. *The Aegis Review on Genocide*, 1 (1), 11-14.
- Markusen, Eric, & Mirkovic, Damir. (2003). Understanding genocidal killing in former Yugoslavia. In Colin Tatz, Peter Arnold, and Sandra Tatz (Eds.), *Genocide Perspectives II: Essays on Holocaust and Genocide*. (pp 194-201). Brandl and Schlesinger.
- Melvorn, L. (2004). *Conspiracy to Murder: The Rwandan Genocide*. New York: Verso.
- Metzl, J. F. (1997). Information intervention: When switching channels isn't enough. *Foreign Affairs*.

- Metzl, J. F. (1997). Rwandan genocide and the international law of radio jamming. *American Journal of International Law*, 91.
- McAdam, Douglas. (1982). *Political Process and the Development of the Black Insurgency, 1930-1970*. Chicago: The University of Chicago Press.
- McPhail, Clark & Wohlstein, Ronald (1983). Individual and collective behaviors within gatherings, demonstrations, and riots. *American Review of Sociology*, 9, 579-600.
- Moore Jr. Barrington (1966). *Social Origins of Dictatorship and Democracy*. Boston: Beacon Press.
- Muller, Edward. (1985). Income inequality, regime repressiveness and political violence. *American Sociological Review*, 50, 47-61.
- Nations Unies. Commission des Droits de l'Homme. Résolution 771 du 13 août 1992.
- Newbury, D. (1997). Irredentist Rwanda: ethnic and territorial frontiers in central Africa. *Africa Today*, 44 (2), 69-77.
- Østbye, Helge & al.(2002): *Metodebok i mediefag*, Bergen Fagbokforlaget.
- Poupart, J., Groulx, L., Laperrière, A., Mayer, R., Pirès, A. (1997). *La Recherche Qualitative : Enjeux Épistémologiques et Méthodologiques*. Gaetan Morin éditeur.
- Poutignat, P., Streiff-Fenart, J. (1995). *Théories de l'ethnicité*. Paris :Presses Universitaires de France.
- Power, S. (2001). Bystanders to genocide. *The Atlantic Monthly*. En ligne: <http://academic2.american.edu/~dfagel/PowersByStanderGuilt.html>
- Prunier, G. (1995). *The Rwanda Crisis: History of a Genocide*. Columbia University Press.
- Prunier, G. (1997). *Rwanda 1959-1996. Histoire d'un génocide*. Paris: Editions Dagorno.
- Powers, Samantha. (2002). *A Problem From Hell: America and the Age of Genocide*. New York. Basic Books.
- Radio Netherlands. *Dossier on Hate Media*. En ligne : <http://www.rnw.nl/realradio/dossiers/html/burundi-h.html>
- Reichel, P. (1997). *La Fascination du nazisme*. Éditions Odile Jacob. Opus Sciences Humaines.
- Rennie, J.K. (1972).The precolonial kingdom of Rwanda: A reinterpretation. *Transafrican Journal of History*, 2 (2), 69-77.
- Reporters sans frontières. (2004). *Rwanda-Rapport annuel*. Accessible sur : [http://www.rsf.org/article.php3?id\\_article=10099](http://www.rsf.org/article.php3?id_article=10099)

- République Rwandaise, Parquet de la République de Kigali. (1994). PV. no. 0053; Radio Rwanda, *Radio Rwanda broadcasts appeal by official of the pro-army faction of the MDR*, April 12, 1994, SWB, AL/1970 A/2, April 13, 1994.
- Rummel, Rudolph J. (1994). *Death by Government: Genocide and Mass Murder Since 1900*. New Brunswick: Transaction Publishers.
- Schabas, William. (2000). *Genocide in International Law: The Crimes of Crimes*. New York: Cambridge University Press.
- Scherrer, Christian. (1999). Towards a theory of modern genocide: Comparative genocide research – Definitions, criteria, typologies, cases, key elements, patterns and voids. *Journal of Genocide Research*, 1(1), 13-24.
- Schmeidl, Suzanne. (1997). Exploring the causes of forced migration: A pooled analysis, 1971-1990. *Social Science Quarterly*, 78, 284-308.
- Scott, James. (1976). *The Moral Economy of the Peasant: Rebellion and Subsistence in Southeast Asia*. New Haven: Yale University Press.
- Scott, James. (1998). *Seeing Like a State: How Certain Schemes to Improve the Human Condition Have Failed*. New Haven: Yale University Press.
- Skocpol, Theda. (1979). *States and Social Revolutions: A Comparative Analysis of France, Russia, and China*. New York: Cambridge University Press.
- Sternberg, J.R. (manuscrit non-publié, 2001). *A duplex theory of hate and its development and its application to massacres and genocide*.
- Simons, A. (1999). Making Sense of Ethnic Cleansing. In *Studies in Conflict and Terrorism*, 22.
- Tarrow, Sidney. (1989). *Democracy and Disorder: Protest and Politics in Italy, 1965-1975*. New York: Clarendon Press.
- Tesch, R. (1990). *Qualitative Research, Analysis Types and Software Tools*. New York : Falmer Press.
- Tribunal pénal international pour le Rwanda : recueil des ordonnances, décisions et arrêts, 1995-1997* = International criminal tribunal for Rwanda : reports of orders, decisions and judgements, 1995-1997 / édité par Eric David, Pierre Klein, Anne-Marie La Rosa ; avec la collab. de Jean-Pelé Fomete, Antoine Mindua et l'assistance de Catherine Denis, Véronique Parquet. Bruxelles : Bruylant, 2000.
- Tribunal pénal international pour le Rwanda*. (1997). Témoignages du témoin DZZ, tel que rapporté par Ubutabera, 28, November 24. En ligne : <http://persoweb.francenet.fr/-intermed> .
- Tilly, Charles. (1978). *From Mobilization to Revolution*. Reading: Addison-Wesley.



- Tilly, Charles. (1990). *Coercion, Capital, and European States, AD 990-1990*. Cambridge: Basil Blackwell.
- Tilly, Charles. (1995). *Popular Contention in Great Britain*. Cambridge: Harvard University Press.
- Tilly, Charles, Tilly, Louise & Tilly, R. (1975). *Rebellious Century: 1830-1975*. Cambridge: Harvard University Press.
- Vagle, W. (1990). *Radiospråket - talt eller skrevet? Syntaktiske og pragmatiske tilnærminger i semiotisk perspektiv*. Oslo.
- Valentino, Benjamin. (2001). *Draining the Sea: Mass Killing, Genocide, and Guerilla Warfare*. Paper Presented at the Annual Meeting of the American Political Science Association, San Francisco.
- Waller, J. (2002). *Becoming Evil. How Ordinary People Commit Genocide and Mass Killing*. Oxford: Oxford University Press.
- Wall Street Journal, 24 février 1986.
- Weber, R. P. (1990). *Basic Content Analysis*, 2nd ed. Newbury Park, CA.
- Weinstein, W. & Schrire, R. (1976). *Political Conflict and Ethnic Strategies: A Case Study of Burundi*. Syracuse: Syracuse University Press.
- Welch, D. (2002). *The Third Reich. Politics, and Propaganda*. Routledge, revised second edition.
- Wickham-Crowley, Timothy (1991) *Guerillas and Revolution in Latin America: A Comparative Study of Insurgents and Regimes Since 1956*. Princeton: Princeton University Press.
- Wolf, Eric. (1969). *Peasant Wars of the Twentieth Century*. New York: Harper and Row.
- Yacoubian, George S. (2000). The (in)significance of genocidal behavior to the discipline of criminology. *Crime, Law and Social Change*.

## SOURCES EMPIRIQUES

### 1 **DONNÉES RADIOPHONIQUES** **TRANSCRIPTIONS JUDICIAIRES DU PROCÈS DES MÉDIAS AU TPIR** **PARUTIONS JOURNALISTIQUES DE *KANGURA***

Les enregistrements audio des émissions radiophoniques m'ont été procurées grâce à la collaboration de M. Allan Thompson, professeur adjoint à l'université de Carleton, école de journalisme et communication.

Allan Thompson a organisé un symposium international sur le rôle des medias lors du génocide. Il a aussi monté une archive des medias du génocide et publié une collection d'articles de recherche sur le sujet. Le projet Rwanda Initiative (<http://rwandainitiative.ca>) est à l'étape actuelle d'établir un partenariat enseignant avec l'Université Nationale du Rwanda à Butare.

M. Thompson m'a également fourni la totalité des transcriptions du procès des médias au TPIR.

### 2 **DONNÉES SUR LE GÉNOCIDE**

Christian Davenport and Allan Stam.

"Mass Killing and the Oases of Humanity: Understanding Rwandan Genocide and Resistance."

Research funded by the National Science Foundation (SES-0321518).

Project Webpage: [www.genodynamics.com](http://www.genodynamics.com).